

Régionales, fédérales, européennes: les élections du 25 mai prochain peuvent vous changer la vie. Dans le bon ou le mauvais sens selon les résultats qui sortiront des urnes. Il est donc important de bien mesurer les enjeux et de bien voter.

**Voir en pages centrales
notre dossier spécial élections**

© istockphoto.com



Trois urnes en une Les enjeux du 25 mai

JEUNES

Des vacances
quand
même

CES

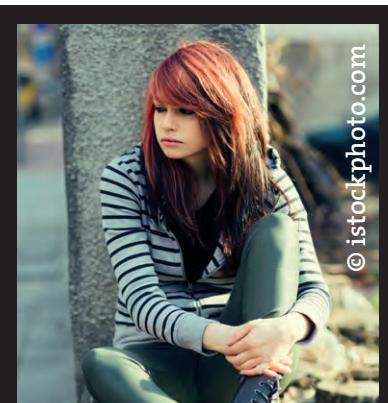
L'Europe
à la
dérive

CHÔMAGE

La mobilisation
a
payé

EUROPE

Comment
vont les
jeunes?



© istockphoto.com

NAMUR

Esperanza Palestina
Centrale Générale FGTR Namur
Organise son cinquième

TOURNOI DE 6 contre 6

Le samedi 21 juin 2014
Arrivée des équipes à 9h – Début des matches à 10h

Où ?
Terrain de foot de Flawinne (Rue Henri Dandoy)

Prix
50 € par équipe avec 8 tickets boissons

Inscriptions au plus tard pour le 9 juin au 0499/60.63.86 ou jonathan.hubert@accg.be

Restauration prévue : classique et hallal

AFICO asbl propose

16 / 06 / 2014

Premiers réflexes de pratiques professionnelles interculturelles ?

Une journée pour:

- Se sensibiliser à la précaution interculturelle dans ses pratiques de formateur et/ou d'accompagnateur social
- Conscientiser ses pratiques pour dépasser ses habitudes « monoculturelles »
- Petits outils pour faciliter ses contacts vers un public pluriculturel

QUAND 16/06/2014 **OÙ** AFICO asbl, Rue Dewez 40, 5000 Namur, Salle au 4ème étage **HORAIRES** De 9h00 à 16h00 **PRIX** Gratuit **CONTACT** Alice.poncelet@afico.be

AFICO asbl **CEPAG** **Wallonie**

AFICO asbl vous propose

**FORM'ACTION
DESOBÉISSANCE CIVILE NON VIOLENTE**

3 JOURS DE FORMATION
03/09, 04/09 et 11/09/2014
de 9h00 à 16h00
à la CGSP Namur
rue de l'Armée Grouchy 41 à 5000 Namur

Renseignements et inscription
info@afico.be - www.afico.be
081/649.952

INSCRIPTION OBLIGATOIRE

avec le soutien de: **FGTB Namur** **CEPAG** **Wallonie**

AFICO asbl présente

GRÈVES DE 60, combats d'aujourd'hui

Parcours guidé et dépôt de plaques commémoratives sur six hauts lieux des Grèves de 60 à Namur

Rendez-vous sur le parking de l'Acinapolis
rue de la Gare Fleurie - 5100 Jambes
le mercredi 21 mai 2014 à 14h00

Inscription indispensable
081/64.99.52 * info@afico.be
www.afico.be

avec le soutien de: **FGTB Namur** **CEPAG** **Wallonie**

ER : Guy FAYS, rue Dewez 40-42 à 5000 Namur

ELECTIONS 2014

‘je n'aime pas la politique, mais...’

mardi 20 mai 2014 - 19h30

emploi, désindustrialisation, insertion, logement, santé

5 QUESTIONS À 4 PARTIS POLITIQUES
- DÉBAT SANS LANGUE DE BOIS -
Salle Emile Lacroix, Grand place, 5060 AUVELAIS

Informations

Gabs GABS : 071 78 42 71
info@gabs.be

MOC MOC : 081 83 05 11
sebastien.bodart@lilon.be

RWLP RWLP : 081 31 21 17
bureau@rwlp.be

AFICO AFICO : 081 64 99 52
info@afico.be

CEPAG **Wallonie**

Avec le soutien de: **FGTB Namur** **CEPAG** **Wallonie**

Ed. Rep. : Guy FAYS - Rue Dewez 40, 5000 NAMUR - Ne pas jeter sur la voie publique

FGTB-ABVV
Bruxelles-Brussel



1^{er} mai 2014, Fête & Lutte!



La FGTB remercie  pour son soutien à la fête du 1^{er} mai



CENTRE

Visages et graffitis

Martin Kahn
expo
Du 12 mai au 11 juillet 2014
Vernissage en présence de l'artiste vendredi 9 mai 2014 dès 18h00

Maison des Employés et Cadres Syndiqués Galerie Phosphorescence - SETCa Centre Place communale, 15 à 7100 La Louvière Pour info: 064/23.66.18 (Entrée libre)

Exposition accessible au public le lundi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, le mardi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30, et du mercredi au vendredi de 8h30 à 12h30.

Maison des Employés et Cadres Syndiqués asbl

Avec le soutien du setca

FGTB Régionale du Centre Permanences Fiscales 2014 - Déclaration d'impôts des revenus 2013

Des permanences fiscales effectuées par des militants qualifiés se tiendront aux lieux, dates et heures ci-après:

Jolimont - Maison Syndicale FGTB, rue Aubry 23 à 7100 Haine-St-Paul
le lundi 2-juin - le jeudi 5-juin
le jeudi 12-juin 2^{ème} étage Salle des Déssinateurs
le lundi 16-juin de 9h00 à 11h30
le jeudi 19-juin - le lundi 23-juin - le jeudi 26-juin

Feluy - Maison du Peuple, Grand Rue de Feluy, 22 (7181)
le mercredi 11-juin de 10h00 à 12h00

Ecaussinnes d'Enghien - Maison du Peuple, 17 Avenue Déportation (7190)
le mercredi 18-juin de 10h00 à 12h00

Marche-lez-Ecaussinnes - Maison du Peuple, 2 rue E. Vandervelde (7190)
le mardi 10-juin de 10h00 à 12h00

Centre hospitalier du TIVOLI - 7100 La Louvière - Aile H niveau 1, salle 1
le jeudi 12-juin de 13h30 à 15h30

Binche - FGTB bureau chômage, 16 rue Gilles Binchois à 7130 Binche
le mercredi 11-juin de 13h30 à 15h30
le mercredi 18-juin de 13h30 à 15h30

Enghien - FGTB bureau chômage, 76 rue de Bruxelles (7850)
le jeudi 19-juin de 14h00 à 15h30

Soignies - FGTB bureau chômage, 12 rue des Tanneurs à 7060 Soignies
le vendredi 13-juin de 9h30 à 12h00

Bracquegnies - FGTB bureau chômage, 27/1 rue J. Wauters (7110)
le mardi 17-juin de 9h00 à 12h00
le mardi 24-juin de 9h00 à 12h00

Chapelle - FGTB bureau chômage, 28 rue Solvay (7160)
le mercredi 4-juin de 13h30 à 15h30

Braine-le-comte - FGTB bureau chômage, 107 rue de la Station (7090)
le mardi 17-juin de 14h00 à 15h30

La Louvière - FGTB SETCa, 15 place Communale à 7100 La Louvière
le vendredi 20-juin de 9h00 à 12h00
le vendredi 27-juin de 9h00 à 12h00

La Louvière - FGTB CGSP, 7 rue du Temple à 7100 La Louvière
le mercredi 4-juin - le mercredi 11-juin
le mercredi 18-juin de 9h00 à 11h30
le mercredi 25-juin

Munissez-vous des documents suivants:

- Votre carnet syndical en règle de cotisations
- Votre dernier calcul d'impôts
- Les fiches de rémunérations, maladie, allocations de chômage, pensions, rentes ...
- La fiche des congés payés
- Pour les chômeurs complets et prépensionnés, l'attestation des cotisations syndicales payées
- Les attestations relatives aux emprunts hypothécaires, assurances vie, épargne pension, ALE, libéralité ...
- Les preuves de paiement de pensions alimentaires
- Tout autre document probant donnant droit à des réductions d'impôts (économie d'énergie ...)
- Composition de ménage, handicap + 66% - Les preuves de paiement de pensions alimentaires.

WALLONIE PICARDE



PERMANENCES FISCALES -Exercice 2014 - Revenus 2013

La FGTB WAPI propose à ses affiliés de remplir leur déclaration fiscale (régime des salariés) et de procéder à une estimation de l'impôt à titre informatif.

Pour ce faire, des permanences fiscales sont organisées à Mouscron ainsi qu'à Tournai. Une déclaration rapide ON LINE est possible pour les personnes en possession de leur carte d'identité électronique et de leur code PIN (attention : les couples mariés ou cohabitants légaux apportent chacun leur carte et code).

Où?

- A TOURNAI, rue du Crampon 12A
- A MOUSCRON, rue du Val 3 (étage)

Quand?

- Le samedi 14 juin de 8h30 à 11h30
- Les jeudis 5, 12 et 19 juin de 13h00 à 16h00

Les membres de la FGTB WAPI, en ordre de cotisations

syndicales, sont invités à se présenter munis de l'ensemble des documents nécessaires dont notamment:

1. La déclaration d'impôts et le document préparatoire revenus 2013.
2. L'avertissement extrait de rôle (note de calcul envoyée par l'Administration des contributions) et le brouillon de l'exercice précédent.
3. L'attestation de cotisations syndicales pour l'année 2013.
4. Les fiches fiscales relatives à l'ensemble des revenus 2013 (salaire, chômage, mutuelle, pécule de vacances, pension, ...) et les attestations de revenus d'origine étrangère.
5. Les attestations pour EMPRUNTS et ASSURANCES-VIE ainsi que le revenu cadastral non indexé des maisons et terrains, ...
6. Les attestations pour paiement de pensions alimentaires.
7. Les justificatifs requis pour les dépenses donnant droit à des réductions d'impôt : copies de factures, conformes aux conditions prescrites, et les preuves de paiement pour les dépenses pour économies d'énergie, de sécurisation,

Nos bureaux seront exceptionnellement fermés le Mardi 20 mai 2014

Nos bureaux de Tournai et Mouscron vous accueilleront le mercredi 21 mai 2014 toute la journée

Merci pour votre compréhension. L'équipe de la FGTB Wallonie Picarde

MONS

Permanences fiscales Exercice 2014- revenus 2013

Uniquement sur rendez-vous



Mons-Borinage Ensemble, on est plus forts

La FGTB régionale de Mons-Borinage vous propose son aide pour remplir votre déclaration d'impôts ainsi que pour calculer gratuitement vos impôts sur ordinateur.

QUAND?

Les jeudis 5, 12, 19 et 26 juin 2014 de 8h à 12h et de 13h à 16h. Les mardis 27 mai et 3 juin 2014 de 8h à 12h et de 13h à 16h.

OÙ?

À la FGTB Mons-Borinage, Service Comptabilité, rue Lamir 18-20 - 7000 Mons

Afin de remplir correctement votre déclaration, il est indispensable que vous soyez muni(e) des documents ci-dessous:

- La déclaration à compléter,
- La note de calcul de l'exercice précédent (dernier extrait de rôle IPP),
- Les relevés des salaires, indemnités, allocations de chômage, maladie, pensions, ... perçus en 2013, attestation relative aux congés payés,
- Les attestations de prêt et/ou assurances-vie délivrées par l'organisme prêteur et/ou assureur,
- L'avertissement extrait de rôle pour les revenus immobiliers (habitations ou terrains),
- L'attestation de frais de garde d'enfants (0 à 12 ans).

INTERESSE(E)?
CONTACTEZ-NOUS AU 065/32.38.44 OU 065/32.38.41

FGTB Centrale Générale

Ensemble, on est plus forts

La Centrale Générale FGTB de Mons-Borinage recherche un Propagandiste (Statut de Permanent)

Profil recherché

- Avoir une bonne connaissance du mouvement syndical et de la F.G.T.B. en particulier.
- Bonne connaissance des organes de concertation et de la législation sur le droit du travail
- Connaissance informatique avérée
- Excellente connaissance de la langue française
- Grande capacité de négociation et de dialogue.
- Résistance physique et nerveuse au stress
- Permis B.

Modalités

Les candidatures sont à introduire auprès du camarade Frédéric MICHEL, Secrétaire Régional de la Centrale Générale F.G.T.B. de Mons-Borinage avant le 26 mai 2014 (rue Lamir 18-20 à 7000 Mons).

Les lettres de candidature devront être accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une lettre de motivation. Ce document constituera une première épreuve de la sélection des candidats. Les candidats ainsi retenus seront conviés à un examen écrit la première semaine du mois de Juin.

CHARLEROI-SUD HAINAUT

Europe: Poussons dans le bon sens!

L'ASBL Cenforsoc vous invite à un cycle de Conférences autour de la question du vote (+ exposition)

Quand?

Le 19 mai 2014 à 18h: Idéologie des partis politiques - Contact info: 071/641.262
Le 22 mai 2014 à 18h: «Europe une biographie non autorisée» de Bruno Poncelet

Lieu? Salle Allende, 36/38 Bd Devreux à 6000 Charleroi

ENTREE GRATUITE

Editeur responsable, Constantina Papamarinou, secrétaire régionale adjointe.



LIEGE - HUY - WAREMME

LAFGTBLIEGE-HUY-WAREMME ET L'ULDP ASBL
50 ANS DE L'IMMIGRATION MAROCAINE ET TURQUE EN BELGIQUE
VOUS INVITE A LEUR EXPOSITION
"CONSTRUISSONS DES PONTS, PAS DES FRONTIERES"
DU 15 AU 20 MAI - CITE MIROIR - SALLEROSA PARKS

Cadres II à XII

LA FGTB LIÈGE-HUY-WAREMME VOUS PROPOSE DE REMPLIR VOTRE DÉCLARATION FISCALE ET DE CALCULER VOTRE IMPÔT

QUAND ?

À partir du 14 mai et jusqu'au 27 juin 2014
Uniquement sur rendez-vous !



OÙ ?

À la FGTB de Liège, Place St-Paul, 9/11 à 4000 Liège
(s'adresser à l'accueil du rez-de-chaussée).

COMMENT ?

Ce service est gratuit et réservé aux affiliés FGTB.
Prenez rendez-vous au 04/221 97 51.

Notre équipe remplira directement le double de votre déclaration en y mentionnant le résultat du calcul de votre imposition, il ne vous restera plus qu'à recopier les sommes sur l'original.

IL EST INDISPENSABLE DE VOUS MUNIR DES DOCUMENTS REPRIS CI-DESSOUS :

1. La carte d'identité et le code PIN pour l'accès à « Tax-on-web »
(époux & épouse : impératif!)
2. Le dernier avertissement extrait de rôle (envoyé par l'administration des contributions)
3. Les relevés des salaires, indemnités, allocations de chômage et maladie, pensions ou rentes imposables perçues en 2013 (relevés 281).
4. Le talon de chèque relatif aux congés payés.
5. Contributions foncières : l'avertissement extrait de rôle payé en 2013 pour habitations ou terrains.
6. Attestations de prêts et/ou d'assurances-vie délivrées par l'organisme prêteur et/ou assureur.
7. Tout autre document utile à la rédaction de la déclaration. Exemples : preuve de paiement pension alimentaire, attestation achat de titres-services, donation à asbl,...



FGTB
Liège - Huy - Waremme

Le FRAMOEL - Place St. Paul 9/11 à 4000 Liège

VERVIERS

6^e festival de RESISTANCE

> CONGÉS PAYÉS

Quand y en pas, y en a quand même

Ceux qui débutent dans une entreprise n'ont normalement pas droit pour l'année en cours à des congés payés. Tous les travailleurs (au régime de 5 jours semaine) n'ont en effet droit à 20 jours congés payés par an qu'à la condition de s'être constitué ce droit par leur travail de l'année précédente.

On peut pourtant quand même bénéficier dans certains cas de ses 4 semaines de congés payés dans sa première année de travail, ou de reprise du travail après une interruption, via trois dispositifs: les vacances jeunes pour les moins de 25 ans, les vacances seniors pour les plus de 50 ans, et les vacances européennes dans les autres cas de figure de début de carrière.

Pour en bénéficier, il faut remplir un formulaire ad hoc C103, le faire compléter par l'employeur et le remettre à sa caisse de chômage, en l'occurrence FGTB.

Conditions

Premier emploi: vacances jeunes

Vous avez un premier emploi mais vous n'avez pas encore plus d'un an d'ancienneté. Si vous avez moins de 25 ans, vous avez la possibilité de prendre 4 semaines de vacances ou compléter les congés acquis sur base du travail de l'année incomplète avec une indemnité payée par l'ONEM. C'est ce que l'on appelle les «vacances jeunes».

Vous devez d'abord prendre vos jours de congé légaux, soit les congés que vous vous êtes constitués en tant que travailleur. Votre employeur vous fournira le décompte. Si par exemple vous avez été engagé en octobre 2013, votre trimestre de travail vous donne droit à 6 jours de congés légaux.

Mais vous pouvez prendre 14 jours de plus pour arriver à un total de 20 jours maximum.

Ces jours de congés «payés» sont à charge de l'ONEM sous la forme d'une allocation de chômage. Celle-ci est calculée sur base de 65% du salaire brut, plafonné à 2.121,75 euros soit un maximum de 53 euros bruts par jour.

Il faut néanmoins remplir certaines conditions:

- ne pas avoir plus de 25 ans le 31 décembre de l'année précédente (exercice de vacances);
- avoir terminé ou arrêté les études durant l'année précédente;
- avoir travaillé au moins un mois l'année en question;
- ne pas recevoir, pour les jours de vacances jeunes, d'autres revenus professionnels ou de remplacement.

Les travailleurs à temps partiel y ont droit aussi mais proportionnellement à leurs prestations. Un mi-temps pendant un an n'aura droit qu'à 10 jours.

Plus de 50 ans après une interruption? Les vacances seniors

Le même dispositif – au même tarif – existe pour les travailleurs de plus de 50 ans qui reprennent le travail après une période d'inactivité qui les aura empêché de se constituer un capital congés au cours de l'année précédant la reprise.



© istockphoto.com

Plan B: les vacances européennes

peut compléter notre système. Si par exemple on a acquis avec notre système le droit à 2 semaines de

congé par son travail de l'année précédente, on peut compléter avec des vacances européennes.

Qui paie quoi?

Qui paie quoi?

Les congés payés européens sont payés soit par l'employeur (pour les employés) soit par la caisse de vacances (pour les ouvriers – via un formulaire de demande de vacances supplémentaires disponible sur le site de l'ONVA).

Attention: les vacances européennes donnent droit à un pécule mais ce n'est qu'une avance qui sera récupérée sur le double pécule de l'année suivante. Ce que l'on reçoit une année, on ne le reçoit plus l'année suivante. C'est pourquoi, si on a moins de 25 ans ou plus de 50 ans, il vaut mieux privilégier le système «vacances jeunes» ou «vacances seniors» indemnisés par l'ONEM, étant entendu qu'il faut choisir l'un ou l'autre système.

Dans quels cas?

Les «Vacances Européennes» s'appliquent dans les situations suivantes:

- Les travailleurs qui débutent une activité professionnelle comme travailleur salarié.
- Le travailleur qui exerce une activité comme salarié après une période d'activité à l'étranger.
- Le travailleur qui passe du statut d'indépendant à celui de travailleur salarié.
- Le travailleur qui passe du secteur public au secteur privé.
- Le travailleur dont l'activité fait suite à une période de chômage complet.
- Le travailleur dont l'activité fait suite à une longue période de maladie.
- Le travailleur qui reprend son activité comme salarié après une interruption complète de carrière.
- Le travailleur à temps partiel qui a repris un emploi à temps plein mais ne peut pas bénéficier de quatre semaines de vacances en raison de son occupation à temps partiel au cours de l'année précédente.
- Le travailleur à temps partiel qui augmente son régime de travail d'au moins 20% d'un temps plein par rapport à son régime de travail moyen de l'année précédente.
- Le travailleur qui a bénéficié d'un congé parental à temps partiel qui reprend un emploi à temps plein.

Syndicats MAGAZINE

Rédaction:

Syndicats - 42 rue Haute, 1000 Bruxelles
Nicolas Errante: rédacteur en chef - Tél.: 02/506.82.44
Aurélie Vandecasteele: journaliste. Tél.: 02/506.83.11
E-Mail: syndicats@fgtb.be

Secrétariat:

Sabine Vincent - Tél.: 02/506.82.45
Service abonnements: 02/506.82.11

RAPPORT DE LA CES

L'Europe a besoin d'un changement de cap

Cinq ans de politiques d'austérité et de dérégulation ont débouché sur un échec. Ce constat est tiré des conclusions du rapport «Benchmarking Working Europe 2014» publié le 24 mars par la Confédération européenne des syndicats (CES) et l'Institut syndical européen (ETUI). La croissance reste fragile, le chômage atteint des sommets, la pauvreté un niveau inacceptable. L'inégalité a augmenté et les droits sociaux sont ébranlés. Enfin, l'UE a abandonné son rôle de chef de file mondial dans la transition vers une économie à faible production de carbone. Pas que des bonnes nouvelles donc.

«L'Europe est-elle à mi-chemin d'une décennie perdue?» Pas d'illusion à se faire, avec comme fil rouge une question comme celle-là: le rapport en question n'est pas positif par rapport aux politiques menées par l'Europe. Austérité, chômage, pauvreté, attaques aux droits sociaux, l'Europe est de plus en plus malmenée par ses dirigeants, et ses plaies ne font que s'approfondir.

Vers où se dirige l'Europe... Via une infographie très réussie, le rapport dénonce les mauvais caps pris par l'Europe depuis 2008.

Benchmarking Working Europe 2014 souligne l'échec des politiques menées et le besoin de définir des alternatives afin de remettre l'Europe sur le chemin de la croissance durable. Il est temps de changer de cap!

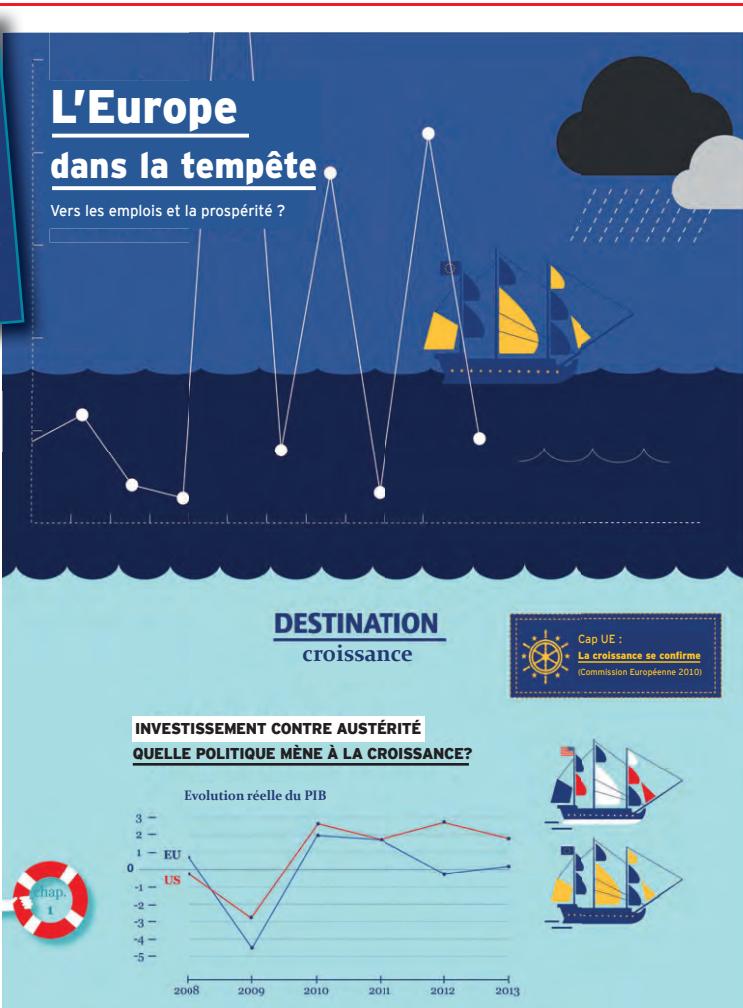
«La tendance actuelle vers une divergence économique et sociale toujours plus importante à travers l'Union européenne ne peut constituer une base viable pour l'avenir de l'intégration européenne. Les conclusions de l'état des lieux à mi-parcours [de la stratégie Europe 2020] devraient alerter sur les conséquences très alarmantes des tendances mentionnées plus haut et réorienter les politiques européennes afin qu'elles intègrent une stratégie d'investissement à part entière pour le futur, un arrêt sociale et un engagement pour une Europe caractérisée par des normes sociales élevées, notamment dans le domaine de la santé et de la sécurité.»

Bernadette Segol, secrétaire générale de la CES, et les directeurs de l'ETUI Maria Jepsen et Philippe Pochet



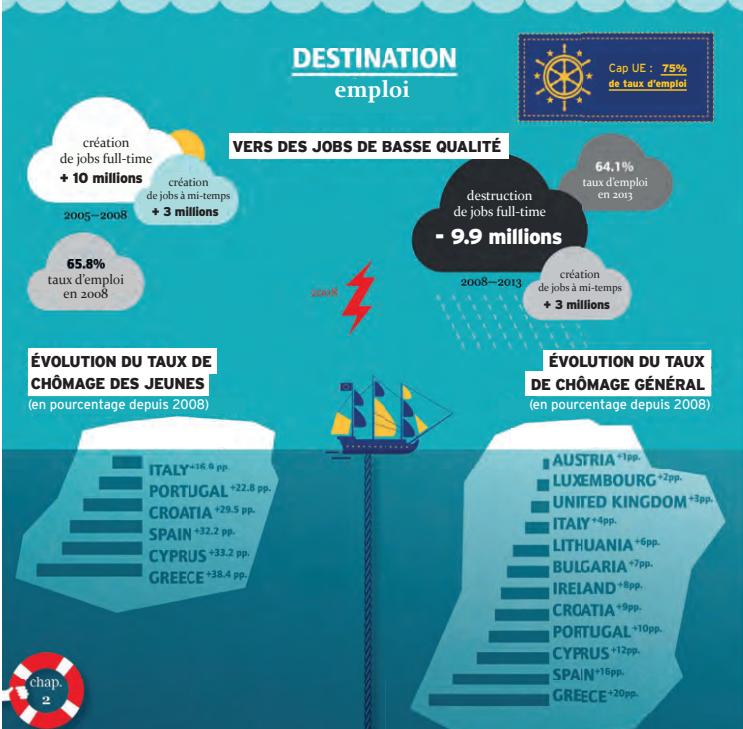
Destination croissance?

Malheureusement non... Les politiques de dévaluation intérieure n'ont pas atteint les résultats escomptés. Alors qu'elles ont échoué à rétablir une croissance tirée par les exportations, ces politiques ont contribué à un effondrement de la demande intérieure. Elles ont exacerbé la crise et ont prolongé la récession. Une vision étiquetée de la compétitivité basée sur l'abaissement des salaires a eu pour effet de sous-estimer l'importance de l'investissement, de l'innovation et de la modernisation.



Destination emploi?

Même réponse. La crise a durement affecté le marché du travail, avec un chômage qui a touché 10 millions de personnes supplémentaires (pour atteindre 26,1 millions en 2013) et un taux d'emploi qui est tombé à 68%, alors qu'un des objectifs de la stratégie Europe 2020 était 75% pour la tranche d'âge 20-64. Il y a également eu un transfert d'emplois à plein temps vers des emplois à mi-temps.



Destination «Bas carbone»?

Non plus... La crise économique et financière a fait dérailler la stratégie de transition «bas carbone» de l'UE. Bien que l'Europe soit sur la bonne voie pour atteindre son objectif de réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, elle le doit principalement aux effets de la récession sur la production. Il y a eu un effondrement des investissements européens dans les énergies renouvelables et l'Europe est sérieusement en retard par rapport à ses propres objectifs en matière d'efficacité énergétique.

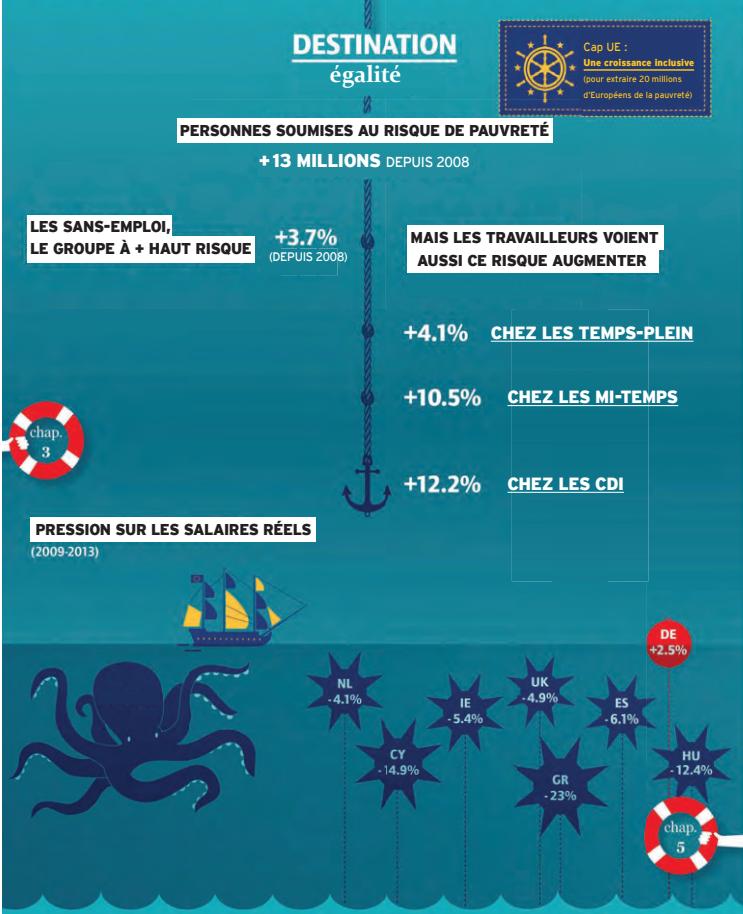
Destination égalité?

Loin de là! Contrairement à l'objectif d'«Europe 2020» de sortir 20 millions de personnes de la pauvreté, le nombre de personnes risquant de tomber dans la pauvreté a augmenté de 13 millions au cours des cinq ans derniers. En outre, le phénomène des travailleurs pauvres s'est étendu.

Des réformes visant à déréguler le droit du travail ont été menées dans la plupart des États membres et des pays renfloués. Un nombre croissant d'organisations internationales et européennes de défense de droits humains et sociaux, comme l'OIT et la Cour européenne des droits de l'homme, aussi bien que les cours constitutionnelles nationales, ont condamné certaines des mesures d'austérité comme étant contraires aux droits fondamentaux internationaux, européens et nationaux. Dans plusieurs pays, les syndicats ont entamé des actions en justice contre cette dérégulation du droit du travail. La négociation collective nationale a été marquée par une intervention politique de plus en plus appuyée qui a exercé une pression à la baisse sur les salaires et une décentralisation de la négociation collective. La suppression de la demande intérieure a encouragé les tendances déflationnistes, renforçant la stagnation économique en Europe.

Alors que la santé et la sécurité sur les lieux de travail sont mises sous pression par l'insécurité de travail croissante et l'augmentation des risques psychosociaux, la détermination de l'UE à mener des politiques fortes dans ce domaine a diminué.

Les changements liés à la crise en matière de droit du travail et de systèmes de négociation collective ont affaibli la représentation des travailleurs et les programmes «Fitness Check» et «REFIT» menacent les droits des travailleurs à l'information et à la consultation.



Lire le rapport complet?
Il est disponible en téléchargement (en anglais) via ce lien: <http://www.etui.org/Publications2/Books/Benchmarking-Working-Europe-2013>

> EXCLUSION DES JEUNES CHÔMEURS

La mobilisation FGTB a payé

Suite à la mobilisation et à la campagne de sensibilisation menées par la FGTB contre la limitation dans le temps des allocations d'insertion pour les jeunes sans emploi sortis de l'école, le Gouvernement sortant a apporté in extremis quelques aménagements à la loi, insuffisants mais qui sauveront néanmoins des milliers de jeunes de l'exclusion dès 2015.

A partir du 1er janvier 2015, 55.000 jeunes admis aux chômage sur base de leurs études et bénéficiant à ce titre d'allocations dites «d'insertion» seront susceptibles d'être exclus du chômage. Le gouvernement sortant a en effet décidé de limiter ces allocations dans le temps à 3 ans maximum, sans condition d'âge pour les cohabitants et à partir de 30 ans pour les chefs de ménage, isolés et cohabitants dits «privilégiés» (chômeurs qui cohabitent avec une personne bénéficiant exclusivement d'allocations de chômage ou d'insertion dont le montant n'excède pas 31,77€/jour, soit 826€/mois). Le compteur de ces 3 ans a débuté le 1er janvier 2012. Depuis fin 2011, la FGTB s'est mobilisée contre cette mesure de limitation dans le temps des allocations d'insertion qui aura comme conséquence d'exclure, dès 2015, un nombre important de personnes du régime de chômage. Pour se faire entendre, la FGTB avait organisé des actions et des mobilisations dans 16 villes du pays le 10 mars dernier.

Une mobilisation payante
Nos actions ont permis d'alerter

l'opinion publique sur les conséquences sociales désastreuses de cette mesure. D'autant plus que le contexte socio-économique actuel offre peu de perspectives de voir l'important taux de chômage se résorber, voire même se réduire à court et moyen terme. Une prise de conscience a également eu lieu au niveau de certains partis de la majorité. Un certain nombre d'élus locaux ont en effet pris conscience du poids que représenterait pour les finances communales la prise en charge par les CPAS d'une partie des futurs jeunes demandeurs d'emploi exclus des allocations d'insertion. Certains se sont engagés à revoir cette mesure dans le cadre du prochain accord de gouvernement. Mais pour la FGTB, il fallait agir d'urgence sans attendre la formation du gouvernement pour retirer ou aménager le dispositif et empêcher un désastre social. Etant donné le contexte politique, il n'est en effet pas certain que l'on aura un gouvernement - qui plus est «favorable» - avant le 1er janvier 2015.

Le battage médiatique fait avant les élections autour de l'exclusion de milliers de jeunes du chômage

a permis de faire bouger les lignes. En fin de législature, quelques aménagements ont été apportés à la mesure qui permettront de sauver de l'exclusion plusieurs milliers de jeunes potentiellement concernés. Comme le réclamait la FGTB, les durées de travail à temps partiel seront enfin prises en compte. D'autres mesures correctrices ont été prises, si bien que selon nos estimations 25 à 30%, soit environ 16.500 personnes seront au moins provisoirement sauvées. C'est un pas dans la bonne direction. La FGTB reste mobilisée pour obtenir la suppression complète des exclusions.

Qui est concerné?

Ces aménagements concernent:

- les personnes présentant une inaptitude au travail parce que trop éloignées du marché de l'emploi (MMPP c'est-à-dire présentant des problèmes médicaux ou psychologiques) ou une inaptitude au travail permanente d'au moins 33%, bénéficieront d'une prolongation de 2 ans maximum de la période de 3 ans
- les travailleurs à temps partiel avec un complément AGR (d'insertion) pourront maintenir ce complément même après la période de 3 ans, aussi longtemps qu'ils travaillent. Pour ces travailleurs, le compteur pour calculer la durée de maximum 3 ans (durant laquelle on peut bénéficier d'allocations d'insertion) sera interrompu par les périodes durant lesquelles le travailleur effectue un travail à temps partiel involontaire avec AGR d'au moins 6 mois (avec min. 1/4 temps).

Le pécule de vacances sera bien payé par virement

Près de 85 000 travailleurs ont reçu un courrier de l'Office national des Vacances Annuelles dans lequel il était erronément mentionné qu'ils avaient été payés par chèque circulaire.

Il y a manifestement eu une erreur dans la communication entre l'ONVA et l'imprimerie. L'erreur ne concerne que le message. Le calcul du pécule de vacances, au verso de la lettre, est correct. Les personnes concernées seront donc aussi payées correctement. Leur pécule de vacances sera aussi versé sur leur numéro de compte si elles l'ont transmis à l'ONVA.

L'ONVA s'excuse pour cette erreur humaine tout à fait regrettable.

Les personnes concernées seront informées par courrier qu'elles ont entre-temps été payées par virement.

> CONSO

Un chargeur unique pour tous les téléphones portables

Le Parlement européen a adopté le chargeur unique pour tous les appareils portables, via un texte législatif. «Nous voulions contraindre les fabricants à rendre leurs téléphones compatibles afin que ce chargeur unique simplifie la vie du citoyen mais aussi réduise les coûts liés à l'achat du téléphone et diminue le volume des déchets» se réjouit Marc Tarabella en charge de la protection des consommateurs au Parlement européen. Les constructeurs auront désormais l'obligation de rendre compatibles, grâce à un chargeur universel, les chargeurs pour téléphones mais aussi les smartphones, tablettes, appareils photos numériques et lecteurs de musique portables.

Moins cher: cela devrait avoir une incidence sur le prix à partir du moment où il ne sera plus utile d'acheter l'appareil avec son chargeur

Moins de déchets: le volume de déchets diminuera sensiblement car il n'y aura plus de chargeurs obsolètes. Rappelons que 47% des téléphones portables sont jetés au fond du tiroir, 25% sont donnés à des proches, 16% sont revendus et seulement 3% sont recyclés.

Moins de bureaucratie: les clients devront remplir moins de formalités administratives car les fabricants pourront opter pour une déclaration simplifiée de la conformité du produit, avec un lien Internet vers la déclaration complète, plutôt que de devoir fournir un «livret» séparé comprenant la déclaration de conformité.

En Europe, 1000 habitants possèdent 1310 téléphones portables. (Au premier rang l'Autriche avec 1610 et l'Italie avec 1590, la France ferme la marche avec 980 téléphones pour 1000 habitants. La Belgique se situe en dessous de la moyenne avec 1190).

Etats UE	Téléphones portables pour 1000 habitants
Autriche	1610
Italie	1590
Allemagne	1310
Angleterre	1310
Belgique	1190
Espagne	1080
France	980

Il se vend 54 téléphones portables chaque seconde dans le monde, soit 1,7 milliard par an et donc tout autant de chargeurs. Il s'agit assurément d'une bonne nouvelle pour le confort du consommateur européen, pour son portefeuille et pour l'environnement.

Vendredi 06/06 Beez Espace Solidarité

Inscriptions cepag@cepag.be **Infos** www.cepag.be

Séminaire d'actu du CEPAG

PIB : la grande arnaque?

Pour mesurer la bonne - ou mauvaise - santé économique d'un pays c'est le fameux « Produit Intérieur Brut » (PIB) qui est la référence. Cette somme des « valeurs ajoutées réalisées par les branches d'activité à l'intérieur d'un pays » sera aujourd'hui de base pour imposer les mesures d'austérité aux « mauvais élèves » de l'Union européenne. Mais ce concept économique, érigé en dogme intangible, reste éminemment subjectif. Il n'intègre, par exemple, pas des données essentielles telles que : l'empreinte écologique, les inégalités sociales ou encore le degré de bien-être des populations. Il demeure donc un instrument au service de la politique néolibérale.

Pour en débattre :

Bruno Bauraind Chercheur et animateur au Gresea, coordinateur du réseau Econosphères (www.econospheres.be).

Isabelle Cassiers Professeure d'économie à l'UCL et chercheuse qualifiée du FNRS. Economiste engagée, elle participe à la réflexion sur le développement sociétal.

Eric De Ruest Réalisateur et ancien chargé de communication pour le CADTM. Il a coordonné le groupe de recherche sur la dette écologique qui est à l'origine du livre «La dette cachée de l'économie» (Ed. Les Liens qui Libèrent, 2014).

Renaud Duterme Enseignant en géographie, auteur de « Rwanda. Une Histoire volée » (Ed. Tribord, 2013). Co-auteur de «La dette cachée de l'économie».

Les séminaires d'actualité du Cepag ont lieu de 9h30 à 12h30 Espace Solidarité - rue de Namur, 47 - 5000 Beez.



Yalla Palestina!

L'année 2014 a été proclamée par les Nations Unies «Année internationale de la solidarité avec le Peuple palestinien». A cette occasion, l'ABP, en partenariat avec de nombreuses associations, ONG et syndicats, dont la FGTB, l'UNRWA, organise ce grand événement de solidarité destiné à rappeler les enjeux et facettes de la situation palestinienne. Rendez-vous le 24 mai!

Village associatif de 14h00 à 19h00

Comprendre, parler, agir...

Evoquer les thèmes de la colonisation, des réfugiés, de la Nakba, la Diaspora, Jérusalem, les prisonniers politiques, la situation des travailleurs et syndicats, l'eau, la confiscation de terre, Gaza sous blocus, les femmes en résistance, Made in illegality...

Pour les petits: réalisation de cerfs-volants, grimages, contes...

Et grands: jeux et quizz, tags sur le mur de la solidarité, etc.

Expositions photos, bar, petite restauration.

Programme musical avec les Fanfoireux, Chicos Y Mendez et HK et les Déserteurs.

Infos pratiques:

Date: 24.05.2014

14h00 > 20h00

Parc du cinquantenaire

Info: 02 223 07 56

www.association-belgo-palestinienne.be



Made in Illegality, signez la pétition!

La Belgique, l'Union européenne et les autres Etats membres ont pour devoir et responsabilité de prendre des mesures visant à l'arrêt de la colonisation et de l'occupation du Territoire palestinien par Israël.

L'UE et la Belgique condamnent, régulièrement et sans ambiguïté, la politique de colonisation d'Israël. Mais, paradoxalement, en raison de l'ampleur des échanges économiques et commerciaux entretenus avec les colonies, elles contribuent à soutenir leur développement économique et territorial. Les organisations signataires de la campagne Made in Illegality demandent à la Belgique et l'UE de cesser immédiatement tout échange économique et commercial avec les colonies israéliennes.

Une pétition est en ligne, ainsi qu'une documentation complète sur la campagne et les problématiques qu'elle aborde: www.madeinillegality.org

La pétition se trouve sur la page «AGIR».

L'année 2014 a été proclamée par les Nations Unies «Année internationale de la solidarité avec le Peuple palestinien».

A cette occasion, l'ABP, en partenariat avec de nombreuses associations, ONG et syndicats, l'UNRWA, organise ce grand événement de solidarité destiné à rappeler les enjeux et facettes.

On vous y attend nombreux !

VILLAGE ASSOCIATIF 14:00 > 19:00

COMPRENDRE, PARLER, AGIR, ...

Colonisation / Réfugiés / Nakba / Diaspora / Jérusalem / Prisonniers politiques / Travailleurs et syndicats / L'eau / Confiscation de terre / Gaza sous blocus / Femmes en résistance / Made in illegality ...



16:00 > ARRIVÉE

VIAVELO PALESTINA

POUR LES PETITS >

Réalisation de cerfs-volants, grimages, contes ...

ET GRANDS >

Jeux et quizz, tags sur le mur de la solidarité, etc.

EXPOSITIONS PHOTOS / BAR / PETITE RESTAURATION

EN MUSIQUE, AVEC

15:00 > les Fanfoireux

16:15 > Chicos Y Mendez

18:00 > HK et les Déserteurs

Association belgo-palestinienne WB, Amis du Monde Diplomatique Be, Artistes contre le Mur, AWSA-Be, CAOTM, CNAPD, CNCD-11.11.11, CPPO Lux, Communauté palestinienne de Belgique et du Luxembourg, FGTB-ABVV, FOS, Java, Intal, MOC, Mouvement Chrétien pour la Paix, PAC, Palestine Solidarité, PIPD, coordination BW, Service Civil International, Solidarité Sociale, Solidarity With Bedouins, UNRWA, U9B, ViaVelo Palestina, Vredelactie, Vrede vzw ...

Éditeur responsable: Pierre Galand, 115 rue Stévin, 1000 Bruxelles. / Ne pas jeter sur la voie publique. / Design : www.marcelcollectif.be

> LIVRE BLANC

«Pour un accès de tous à une alimentation de qualité»

Solidaris – Mutualité Sociale poursuit son travail de réflexion sur cette thématique et sort un Livre Blanc «Pour un accès de tous à une alimentation de qualité».

Réalisé à l'initiative du Service Promotion de la Santé, le Livre blanc «Pour un accès de tous à une alimentation de qualité» a pour ambition de promouvoir la mise en place d'une réelle politique de l'alimentation, transversale et intégrée. Il entend apporter sa pierre à l'élaboration d'un plan global et concerté pour un accès de tous à une alimentation de qualité, saine, durable et éthique.

Cette publication revient sur le lien qui existe entre l'alimentation et la

santé, deux aspects du quotidien des gens si importants pour leur bien-être et fortement marqués par les inégalités sociales.

Elle s'inscrit aussi résolument dans une démarche de promotion de la santé: quels sont les déterminants de l'accessibilité (accessibilité financière, matérielle, sociale, culturelle, psychosociale...) à une alimentation de qualité? A quels niveaux de pouvoir peut-on agir sur les déterminants de l'accès à une alimentation de qualité?

Ce Livre blanc formule au total 35 recommandations articulées autour de 6 axes fondamentaux:

Axe 1: Améliorer la gouvernance en matière d'alimentation

• Recommandation 1: Mettre en place un Conseil de l'alimentation de qualité, c'est-à-dire saine, durable, éthique et accessible

Axe 2: Encourager les pratiques de l'agro-alimentaire favorisant l'amélioration de la composition nutritionnelle des produits, les choix éclairés des consommateurs et la sécurité sanitaire

• Recommandation 6: Conclure des accords volontaires toujours plus ambitieux avec le secteur de l'industrie alimentaire pour diminuer la teneur en graisse, sucre et sel des produits transformés

Axe 3: Promouvoir les produits de qualité

• Recommandation 15: Soutenir la transition vers une agriculture plus durable

Axe 4: Améliorer l'offre dans les collectivités

• Recommandation 19: Encourager l'alimentation de qualité dans les collectivités publiques et privées

Axe 5: Favoriser l'accès à une alimentation de qualité chez les personnes en situation précaire

• Recommandation 27: Soutenir la mise en place d'un approvisionnement stable en produits de qualité de l'aide alimentaire

Axe 6: Informer, sensibiliser et

outiller les publics en matière d'alimentation

• Recommandation 28: Lancer des campagnes générales avec une vision globale de l'alimentation, mettant en avant le plaisir, la convivialité et le fait de prendre du temps pour les repas

Ce Livre blanc peut être obtenu gratuitement auprès du Service Promotion de la Santé de l'UNMS (tél: 02/515 05 85 – rue Saint-Jean 32/38 – 1000 Bruxelles) ou téléchargé sur le site internet www.mutsoc.be – www.solidaris.be.

> PROGRESSISTES DE TOUTES LES RÉGIONS, UNISSEZ-VOUS

Message du 1^{er} mai de l'UBT

Le 1^{er} mai, nous fêtons traditionnellement la Fête du Travail. En tant qu'organisation syndicale, nous en profitons pour mettre en évidence nos revendications sur le plan politique, social et économique. Mais le 1^{er} mai 2014 ne sera pas une journée traditionnelle du Travail ...

Ce 1^{er} mai 2014 revêt une dimension tout à fait particulière. Il précède une élection cruciale qui pourrait être décisive pour notre modèle de société de la décennie à venir.

Parviendrons-nous à conserver la solidarité dans notre société d'aujourd'hui ou céderons-nous le terrain à la droite et aux nationalistes de l'ultra droite qui optent pour l'individualisme, la maximisation des profits et une société de bonus et rejettent toute forme de solidarité?

Ferons-nous payer les plus démunis dans notre société, comme le propose le programme de la N-VA, pour répondre au modèle de société égoïste et individualiste du patronat flamand, ou rassemblerons-nous au contraire les forces de gauche pour y faire barrage? Voilà la question que nous devons-nous poser à la veille du 1^{er} mai.

Dans le cadre d'une action commune avec les partis et les mutualités socialistes, nous devons passer à l'offensive pour combattre cette dérive dangereuse qui se dessine actuellement dans les sondages d'opinion.

Chasse aux organisations syndicales

Quand on approfondit le programme ou les tribunes publiées par la N-VA dans les médias, on remarque aussitôt l'objectif inavoué: museler les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Bon nombre d'électeurs tombent

dans le piège tendu par la N-VA qui se présente comme le parti anti-establishment qui combat le gouvernement et sa «rage taxatoire». Souvent, ils croient aussi que ce parti ne veut pas la scission du pays. Mais ce que beaucoup de citoyens ignorent, c'est le caractère antidémocratique du programme de la N-VA qui veut effectivement la scission du pays, mais attend le bon moment pour passer à l'œuvre.

Selon ses propres dires, la N-VA serait le parti des Flamands travailleurs et honnêtes.

La solidarité dans le collimateur

Pourtant, la N-VA trouve que le Flamand ne travaille pas assez dur. Son salaire est trop élevé et il n'est pas assez flexible. Aux yeux de la N-VA, l'index et le pouvoir d'achat ne sont plus de ce temps. Elle prône l'accroissement du travail intérimaire, le raccourcissement des délais de préavis, le travail à temps partiel... et la suppression de la préversion! Et si le Flamand ne trouve pas de travail, c'est de sa propre faute. Alors, pourquoi devrait-il encore bénéficier d'allocations de chômage? Par ailleurs, le Flamand, il part aussi beaucoup trop vite à la retraite.

De la sorte, De Wever monte les «productifs» contre les «non productifs» et lance une attaque jamais vue contre la sécurité sociale et la solidarité qui la sous-tend.

L'intérêt général flamand

La «solidarité» doit céder la place à un soi-disant «intérêt général flamand». Comme si tous les Flamands avaient les mêmes intérêts. Comme si Fernand Huts de la Katoennatieve avait les mêmes intérêts que les dockers dont il ne veut pas chez lui. Comme si une société de transport qui organise le dumping social, avait les mêmes intérêts que

le chauffeur belge victime de ces pratiques véreuses.

En réalité, la N-VA fait toujours le jeu des capitalistes. Quand on regarde ses dirigeants – parmi lesquels des responsables de Voka (le patronat flamand) ou de la VKW (la fédération du patronat catholique flamand) – on sait immédiatement quels intérêts ce parti défend.

Que la N-VA serait un parti anti-establishment est un mensonge. En effet, elle fait partie du gouvernement flamand avec les partis qu'elle prétend combattre. Et les villes et les communes dans lesquelles elle participe à la gestion, ont imposé de lourdes économies dans l'enseignement, dans la politique d'aide sociale et dans la politique culturelle.

Concertation sociale? Non, merci!

Les conceptions de la démocratie de ce parti sont plus qu'inquiétantes... Toute la société civile qui se bat pour la solidarité, doit être écartée, si l'on en croit la N-VA. Sauf si elle se tait et ne bouge pas. Ce parti veut museler les syndicats, accusés d'être «archi-conservateur», et aussi la concertation sociale. Finie la présence des syndicats dans l'ONEM, l'ONSS, le VDAB, le CNT, le FAT, ... Voilà le modèle social dont rêve la N-VA.

L'Europe

Alors que les syndicats et les partis socialistes œuvrent et se battent pour une Europe plus sociale avec entre autres un salaire minimum dans tous les États membres, la droite souhaite donner encore un plus grand pouvoir à la Commission européenne ultra libérale au fonctionnement peu démocratique.

Rêve partagée par les partis libéraux des deux côtés de la frontière



Votez socialiste pour faire barrage au populisme de droite

Sans les socialistes, la loi Major et l'index n'existeraient plus.

Sans les socialistes, la lutte contre le dumping social et la grande fraude seraient restées lettre morte.

Sans les socialistes, notre sécurité sociale (pensions, soins de santé ...) aurait été battue en brèche.

Sans les socialistes, l'accord historique scellant l'harmonisation des statuts ouvrier et employé n'aurait jamais vu le jour.

Progressistes de toutes les régions, unissez-vous.

Ensemble, on est plus forts!



EUROPE

Une jeunesse en crise

Comment se portent les jeunes Européens? Comment s'organise leur nouvelle vie d'adulte, à l'heure de la crise? Indépendance, famille, emploi, comment les choses ont-elles évolué? L'agence européenne Eurofound s'est penchée sur ces questions, via une étude intitulée «*Social situation of young people in Europe*».

En introduction à ce rapport, Eurofound rappelle ce que chacun constate: la crise a durement touché les jeunes, dans tous les états européens. Les taux de chômage sont en constante augmentation, et le manque crucial d'emploi et de politique de formation amène des conséquences qui vont au-delà de l'aspect économique. Perte de confiance en soi, de vision d'avenir, tout pour amener le jeune à perdre confiance en la société et à s'en exclure. «*Les jeunes gens ont été lourdement frappés par la crise. Le taux de chômage en Union européenne a atteint le niveau record de 10,9% au premier trimestre 2013, mais le niveau parmi les moins de 25 ans était beaucoup plus élevé: 23,5%. En Grèce ou en Espagne, plus de la moitié des jeunes étaient sans emploi et les taux étaient presque aussi élevés au Portugal (38,2%) et en Italie (37,8%).*»

Le rapport européen sur la jeunesse indique clairement que la proportion de jeunes soumis à un risque de pauvreté ou d'exclusion est en constante augmentation. Les jeunes sont particulièrement vulnérables quand ils quittent le foyer familial. Il est donc important de développer des programmes inclusifs pour aider les jeunes à s'implanter et à se sentir bien dans la société.

Malgré ce recul de la conditions des jeunes gens, il semble que ceux-ci ne soient pas moins impliqués dans la vie sociale. Leur participation et intérêt en la vie politique et sociale est constant voire augmenté grâce aux réseaux sociaux. Les jeunes continuent également de participer à des activités culturelles, là aussi notamment grâce à l'aide de nouvelles technologies.

Source: Eurofound (2014), *Social situation of young people in Europe*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

L'étude européenne sur la Qualité de Vie

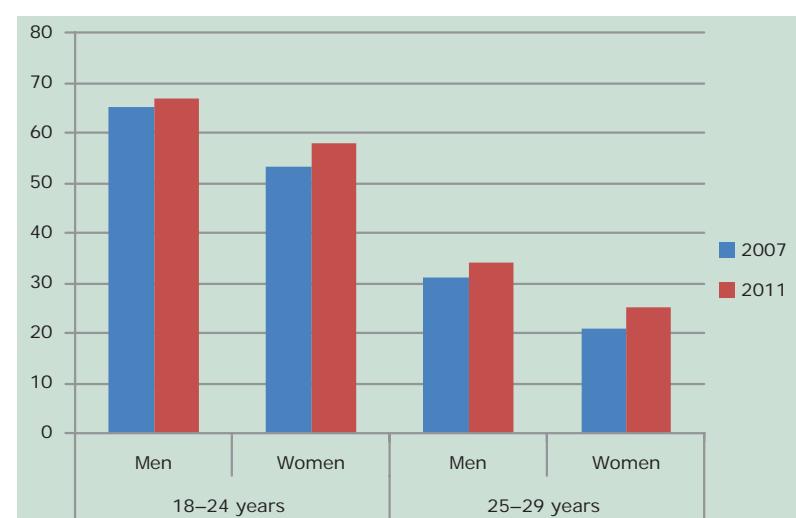
L'étude menée par Eurofound est une enquête destinée aux personnes âgées de 18 ans et plus en Europe, couvrant tous les pays de l'UE, ainsi que certains pays adhérents, candidats et candidats potentiels. Les objectifs de l'enquête sont de présenter un tableau multidimensionnel de la qualité de la vie en Europe, sur les circonstances objectives de la vie des gens (telles que les conditions de vie, les revenus, la privation) et leurs sentiments et perceptions subjectifs (comme la satisfaction, le bien être, la vie sociale, le sentiment d'exclusion). Trois vagues de l'enquête ont été réalisées en 2003, 2007 et en 2011, ce pour permettre des comparaisons de la qualité de vie avant et après la crise.

Ce rapport utilise les données de l'enquête, en ciblant le groupe des jeunes européens, pour comparer leur qualité de vie en 2011, par rapport à 2007.

Plus longtemps chez papa et maman

Comparatif 2007-2011 des jeunes vivant chez leurs parents, par âge et genre

Dans la plupart des États membres de l'EU28, les jeunes vivaient davantage avec leurs parents en 2011 qu'en 2007, la proportion des 18-29 ans dans cette situation passant de 44% à 48%. Cette augmentation est constante à la fois pour le groupe plus jeune (18-24 ans) et les plus âgés (25-29 ans), pour les hommes et les femmes. Les jeunes hommes sont plus susceptibles de vivre avec leurs parents que les jeunes femmes, et, comme prévu, les personnes âgées de moins de 25 sont significativement plus susceptibles de vivre avec leurs parents que ceux âgés entre 25 et 29 ans.



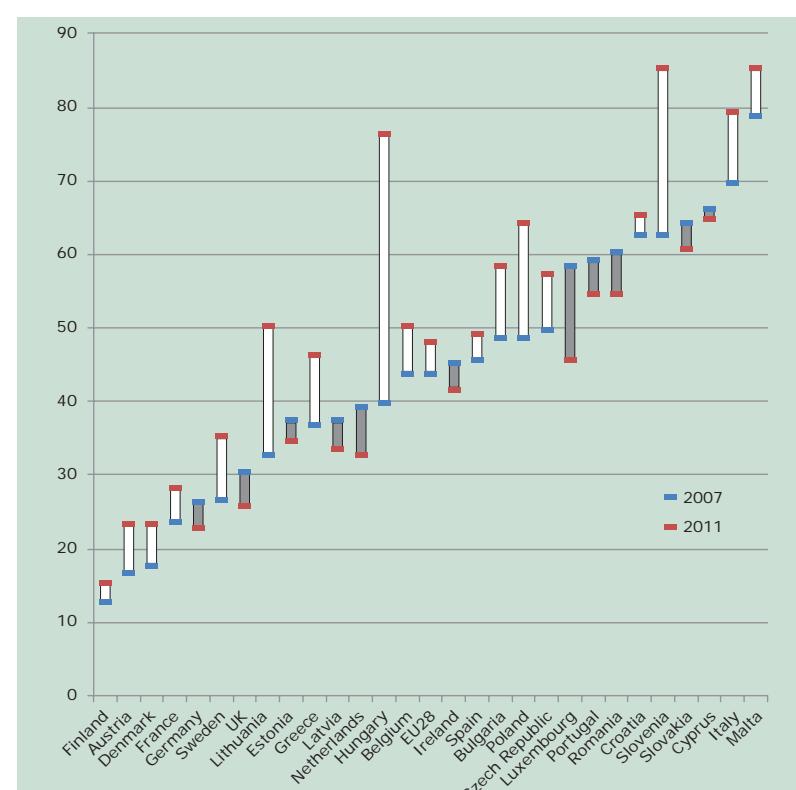
Comparatif 2007-2011 des jeunes vivant chez leurs parents, par pays

Où?

Ces proportions varient considérablement d'un pays à l'autre. On constate en particulier une forte augmentation dans certains pays: la plus forte a été enregistrée en Hongrie (+36%), suivie par la Slovénie (+2%), la Lituanie (+17%) et la Pologne (+15%).

Le nombre de jeunes (18-29 ans) vivant seul a augmenté dans certains pays entre 2007 et 2011 (ce fut le cas en Finlande, les Pays-Bas et France) mais a diminué ailleurs. Pendant ce temps, dans la plupart des pays, moins de jeunes vivent avec leurs propres familles (leur partenaire et / ou leur enfants) qu'en 2007, bien qu'il y ait quelques exceptions, comme le Royaume-Uni (+9%).

En Belgique, l'augmentation du nombre de jeunes qui restent chez leurs parents est légèrement supérieur à la moyenne européenne.



Ça va, les jeunes?

En bref...

- En 2011, plus de jeunes gens (18 à 29 ans) vivaient chez leurs parents qu'en 2007, avec parmi eux plus de jeunes hommes.
- Les jeunes sans emploi, qu'ils soient en recherche active d'emploi ou non, estiment qu'ils aimeraient travailler s'ils pouvaient choisir librement leurs horaires.
- Les jeunes gens ont plus de contacts (réels/téléphoniques/internet...) avec leurs amis et familles que les générations précédentes. Les jeunes sont aussi plus satisfaits, globalement, de leur vie en général, de leur vie sociale et familiale, que les personnes plus âgées...
- ... mais ce taux de satisfaction est comparativement plus bas chez les jeunes sans emploi et inactifs.
- Le sentiment de privation (léger à modéré) a augmenté chez les jeunes depuis 2007, dans toutes les catégories sociales et dans presque tous les pays européens. Particulièrement dans les familles multigénérationnelles où parents, jeunes adultes et leurs enfants vivent ensemble. Il est devenu difficile de quitter le foyer familial, et cela cause de la frustration.
- Les jeunes gens inactifs ou sans emploi ont tendance, plus que d'autres groupes, à se sentir socialement exclus, à se sentir seuls et peu soutenus, et à souffrir d'un mal être.
- Les jeunes gens d'aujourd'hui ont moins tendance à faire confiance aux institutions qu'en 2007, à l'exception de la police.
- Les jeunes ont moins tendance que les autres groupes à percevoir des tensions entre les groupes ethniques ou religieux, ou entre les personnes d'orientations sexuelles différentes.



Elections régionales en Wallonie: à gauche!

Le 25 mai prochain, les citoyens seront également appelés à élire leurs représentants au Parlement wallon. Ici aussi, il est essentiel de s'informer pour voter en toute connaissance de cause. Car certains partis nous réservent un avenir des plus sombres s'ils devaient se retrouver aux commandes. Pour l'éviter, une seule option: voter à gauche!

Face à la crise, une politique clairement ancrée à gauche doit pouvoir être déclinée à tous les niveaux de pouvoir. En lien avec des matières fédérales essentielles comme la sécurité sociale ou la fiscalité, les matières wallonnes méritent, elles aussi, une politique progressiste.

La Région, proche du citoyen
Encore obscures aux yeux de certains, les matières régionales sont pourtant au plus près de notre quotidien. En 2015, suite à la réforme de l'Etat, de nouvelles compétences viendront s'ajouter à celles que gère déjà le gouvernement wallon. Pour ces transferts, nous insistons sur la nécessaire implication des interlocuteurs sociaux. Les organisations syndicales doivent être associées tant dans le processus de transfert que dans la gestion paritaire de ces matières (via des Organismes d'intérêt public). Des revendications que la droite refuse évidemment en bloc. Dans toutes ces matières, les enjeux sont réels: un gouvernement de droite y ferait des ravages. Prétextant vouloir «moderniser» et «diminuer

les dépenses publiques», la droite poursuit en réalité ses vrais objectifs: affaiblissement des pouvoirs et services publics, dégradation de la solidarité, soutien aux plus aisés et attaques contre les plus faibles, précarisation de l'emploi...

Matières sociales

On imagine aisément ce qu'une logique d'austérité et de privatisation pourrait par exemple donner dans le domaine des maisons de repos et de soins. La droite ne s'en cache pas, elle veut développer le privé au détriment du public. Les utilisateurs de ces structures auraient tout à perdre avec cette logique, tout comme les travailleurs du secteur.

Les parents auraient aussi du souci à se faire pour les allocations familiales: la droite n'a jamais aimé les suppléments sociaux octroyés aux revenus les plus faibles.

Emploi, défi majeur

La Wallonie sera par exemple compétente pour déterminer le prix des titres-services, leur déduction fiscale, leurs domaines d'utilisation et

l'aspect formation. Pour nous, c'est l'occasion rêvée pour améliorer les conditions de travail et de salaire dans le secteur. L'accessibilité de la mesure devra aussi être renforcée afin que toute la population puisse en profiter. Enfin, le dispositif devra être exclusivement réservé aux entreprises ou structures à but non lucratif. Une chose est certaine : ce n'est pas avec un gouvernement de droite que ces objectifs seront rencontrés.

De même, les aides à l'emploi de type «réductions ONSS» seront aussi régionalisées. Pour la FGTB wallonne, il faut en profiter pour accroître le contrôle de l'argent public octroyé aux entreprises. Ces aides doivent être conditionnées au maintien et à la création d'emplois et au respect des règles légales concernant la formation des travailleurs. Une mesure bien éloignée du programme de la droite qui entend laisser un chèque en blanc aux employeurs.

Notons enfin que certaines solutions de la droite sont tout simplement aberrantes. Loin de lutter contre le chômage, elle veut plutôt casser du chômeur: obligation de suivre n'importe quelle formation, mise au travail forcé dans le cadre de travaux d'intérêt général... En résumé, on appauvrira les pouvoirs publics et on remplace les fonctionnaires par des travailleurs contraints et (presque) gratuits. D'un cynisme imparable!

Développement économique

SRIW, Sowalfin, Sogepa... Des abréviations floues aux yeux des citoyens. Ces structures publiques sont pourtant des leviers essentiels au développement économique wallon. Elles permettent aux pouvoirs publics d'apporter différents soutiens aux entreprises, que celles-ci soient en difficulté ou à la recherche de nouveaux débouchés. Réduire les moyens de ces institutions au nom de la rigueur et de l'austérité serait tout simplement irresponsable.

Les Cellules de reconversion sont aussi un modèle à défendre contre le «tout au privé»! Centrées sur le reclassement professionnel des travailleurs victimes de restructuration, elles obtiennent de meilleurs résultats que les agences privées d'placement, tant en terme d'insertion à l'emploi que de qualité d'emploi.

Fiscalité

Les Régions deviendront compétentes, entre autres, pour la déduction fiscale «habitation», système dont bénéficient de nombreux citoyens. Elles jouiront également d'une certaine autonomie fiscale à travers des additionnels régionaux qu'elles pourront déterminer librement. La lutte pour une plus grande équité fiscale passera désormais aussi par la Région. Encore une raison de voter à gauche le 25 mai prochain... Car, là où la droite passe, la justice fiscale trépasse!

Un véritable choix de société

Les travailleurs n'ont rien à espérer

des partis de droite. Il suffit de feuilleter leur programme pour s'en rendre compte: moins d'Etat, de solidarité, de règles et de services publics... Tout ça pour quoi? Pour une société privatisée où une minorité de nantis détient la majorité des richesses tandis qu'une écrasante majorité de citoyens peine à joindre les deux bouts. C'est bien vers ce modèle que nous mènerait un gouvernement composé exclusivement de partis de droite. Une évidence pour le 25 mai: c'est à gauche que nous devons voter!

Les compétences régionales actuelles

Politique économique - emploi et formation professionnelle - agriculture - environnement - aménagement du territoire - politique énergétique - commerce extérieur et exportations - eau - politique de santé - politique des handicapés - politique scientifique - la recherche (scientifique) appliquée - logement - tourisme - aéroports régionaux et transport urbain et vicinal - travaux publics...

Les nouvelles compétences régionales à partir de 2015

Allocations familiales - réductions de cotisations sociales (aides à l'emploi) - activation de l'allocation de chômage - contrôle de disponibilité des demandeurs d'emploi - titres-services - certaines déductions fiscales (titres services et emprunt hypothécaire) - maisons de repos et de soins - tarifs énergétiques - une partie des soins de santé - aide aux personnes (âgées)...

Les priorités de la FGTB pour Bruxelles!

A Bruxelles, les défis sont innombrables. Le nouveau gouvernement devra poursuivre l'ambition d'un développement juste et durable de la Région, à la fois sur les plans économique, social et environnemental, en bonne intelligence avec les interlocuteurs sociaux, mais aussi...avec les deux autres Régions!

Bien entendu, les orientations à donner aux politiques de développement régional ne font pas consensus: la droite conservatrice et néo-libérale, les patrons, les promoteurs immobiliers ont des projets pour Bruxelles qui vont, le plus souvent, à l'encontre des intérêts des travailleurs. Le choix des électeurs bruxellois sera donc déterminant. C'est dans ce contexte que la FGTB de Bruxelles a adopté son Mémorandum au Formateur du prochain gouvernement bruxellois.

Dans un premier temps, relevons les principaux acquis de la législature qui se termine, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour l'avenir.

1. Il y a tout d'abord le refinancement de la Région et sa consolidation institutionnelle, qui devraient consacrer Bruxelles comme une région «à part entière».

2. La concertation sociale entre patrons, syndicats et gouverne-

ment régional a pu progresser, grâce notamment à la conclusion du Pacte de croissance urbaine durable (ou New Deal proposé au départ par la FGTB) y compris sur les matières communautaires d'enseignement et de formation.

3. Nous avons pu contrer le projet patronal de transformer Bruxelles en «ville franche internationale» et poser les premiers jalons d'une lutte contre la précarité croissante du travail.

Relevons, à ce titre, une victoire importante de la FGTB: le vote, par le Parlement régional, d'une importante ordonnance Marchés publics, qui contribuera à écarter de ces marchés les sous-traitants malhonnêtes (travail au noir, etc.).

4. Enfin, la question de l'environnement, si cruciale pour l'avenir, est désormais prise en compte dans le projet de Plan de développement régional.

Beaucoup reste à faire

Bruxelles est certes la Région «la plus riche» par son économie, mais elle est surtout...la plus pauvre du pays lorsque l'on examine le revenu de ses habitants.

Les défis pour la Région de Bruxelles-Capitale sont multiples:

- une croissance démographique importante parallèlement à une pénurie de logements, d'écoles et d'équipements collectifs en général;
- un nombre élevé de travailleurs sans emploi à qui il faut garantir de vraies perspectives d'emplois de qualité au lieu de les exposer à une chasse aux chômeurs;
- des emplois industriels à mettre sous haute protection;
- un nécessaire refinancement des services publics;
- un enseignement en crise et pro-

fondément inégalitaire;

- le besoin d'une véritable politique de santé publique;
- l'élaboration d'une politique fiscale régionale de progrès.

Notre Mémorandum a également été élaboré avec la préoccupation majeure de promouvoir de manière transversale (c'est-à-dire en toutes matières) l'égalité entre les femmes et les hommes.

Parmi ces priorités notre défi majeur pour les cinq prochaines années est sans conteste la défense de la démocratie économique et sociale qui est le complément indispensable de la démocratie parlementaire et que la droite dure du pays (NVA, aile droite du MR, ...) veut éradiquer ou affaiblir par des mesures d'austérité qui l'ampuvent d'une part importante des moyens à redistribuer.

Les défis de la 6^e réforme de l'Etat

Dans le cadre de la 6^e réforme de l'Etat, le risque existe de voir retirer aux interlocuteurs sociaux la gestion de pans entiers de la sécurité sociale (allocations familiales, soins de santé de première ligne ou encore réductions de cotisations ONSS).

Concrètement, pour la FGTB de Bruxelles, il s'agira, demain, de négocier et de conclure un nouvel accord social gouvernement / inter-

locuteurs sociaux (une sorte de New Deal «bis»), avec pour ambition la poursuite des chantiers en cours de la concertation sociale quant aux politiques en matière d'économie et d'emploi mais aussi l'ouverture de nouveaux chantiers, liés au développement social de notre Région.

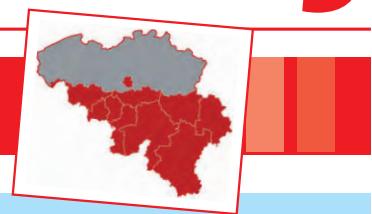
Il s'agira non seulement de convenir comment maintenir, dans les mêmes principes et les mêmes formes (paritaires), la manière dont sont actuellement gérées par l'autorité fédérale les matières transférées liées à la sécurité sociale mais aussi de s'assurer de la solidarité de la Flandre et de la Wallonie afin de nous prémunir réciproquement contre les velléités de concurrence interrégionale et de lever les entraves à la mobilité des travailleurs et de leurs familles d'une région à l'autre...

Le 25 mai prochain, il sera déterminant pour l'avenir que les travailleurs bruxellois donnent leur voix aux candidats qui s'engagent fermement aux plans régional et communautaire: à renforcer la démocratie sociale et à fixer comme priorités le logement, l'emploi, la santé et l'enseignement.

Ensemble on est plus forts!



ÉDITION SPÉCIALE ÉLECTIONS DU 25 MAI-PAYS



La bataille de l'index et des salaires

Les salaires bruts des travailleurs sont souvent accusés par le patronat d'être trop élevés et de grever la compétitivité des entreprises à l'égard des pays voisins même si seule la moitié des entreprises sont exposées à la concurrence internationale, l'autre moitié vivant essentiellement du marché intérieur.

Qu'à cela ne tienne, tous les salaires ont été quasiment gelés depuis 4 ans via la modération salariale, puis le gel des salaires décidés par le Gouvernement, à l'exception des bas salaires, mais ils progressent néanmoins un peu en raison de deux mécanismes: les augmentations barémiques et l'indexation automatique. L'indexation est donc accusée à son tour d'entraîner la hausse des salaires.

Les partis libéraux, les partis populistes et ceux d'extrême droite préconisent donc de contenir l'évolution des salaires. Comment?

En cassant le thermomètre

L'index mesure l'évolution des prix. L'indexation automatique permet de faire suivre les salaires et les allocations sociales. En cassant le lien entre les deux, on empêcherait les salaires d'augmenter. Selon les propositions, cela se ferait:

- soit en modifiant le système d'indexation pour le rendre moins automatique ou limité à un certain niveau de revenu;
- soit en procédant à un ou plusieurs sauts d'index, c'est-à-dire en ne procédant pas à l'indexation des salaires lorsque le taux pivot est dépassé, comme ce fut le cas sous les gouvernement Martens-Gol dans les années '80.

Les conséquences

Si l'indexation des salaires est bloquée et que les prix continuent d'augmenter, le pouvoir d'achat va automatiquement baisser.

- Un seul saut d'index représente une perte nette de 520 euros par an pour un salaire mensuel net de 1.600 euros.
- Une suppression du mécanisme d'indexation occasionnerait une perte nette de 2.100€ après 5 ans.
- Si on y ajoute une mesure de blocage des salaires sur 5 ans (comme souhaité par les partis de droite)

en plus d'une non indexation, les travailleurs perdraient 2.950 après 5 ans!

- Sans aucune indexation des salaires, la perte salariale aurait un effet cumulé sur la carrière représentant une perte totale sur 40 ans de 191.000 euros, soit l'équivalent d'une bonne pension complémentaire ou d'une petite maison unifamiliale!

En cassant la concertation sociale

A côté du système d'indexation automatique, d'autres pistes sont développées pour contenir les salaires. La loi de sauvegarde de la compétitivité laisse aux interlocuteurs sociaux le soin de négocier les salaires dans certaines limites pour l'ensemble des secteurs et garantit leur indexation. Certains préconisent d'affaiblir la négociation salariale en la faisant descendre du niveau interprofessionnel (c'est-à-dire national et pour tous les secteurs) au niveau des secteurs voire des entreprises pour casser l'effet d'entraînement (ou de solidarité selon les points de vue) de la hausse des salaires vu le caractère contrariant des accords interprofessionnels. Plusieurs veulent affaiblir les syndicats en brisant le droit de grève à commencer par les services publics via le service minimum obligatoire.

Ce que la droite vous réserve

En Wallonie et à Bruxelles

Le MR propose de poursuivre la politique de modération salariale et de modifier la loi de sauvegarde de la compétitivité pour garantir cet objectif et imposer le service minimum.

Le PP ne se prononce pas sur l'index mais préconise la mise au pas des syndicats en leur imposant la responsabilité civile qui les pénaliserait en cas de grève, ainsi qu'en imposant un service minimum dans les services publics.

En Flandre

Le VB propose un système d'indexation temporaire et limité au salaire net. Il se prononce pour la fin de la négociation salariale fédérale. La N-VA propose de sauter l'indexation prévue en 2015 et de passer à des accords «all in» par la suite, c'est-à-dire «tout compris» mais en décentralisant la négociation vers les secteurs et les entreprises, si bien que l'adaptation des salaires ne sera plus liée à la hausse des prix mais variable au gré des rapports de force dans les secteurs et entreprises. L'OpenVLD propose de «corriger» le système d'indexation, par exemple en retirant les prix des énergies du panier ou en indexant que les bas salaires. Il reste ouvert aux autres pistes évoquées par la Banque nationale et son Gouverneur (OpenVld) pour modifier le système dans ce sens.



Sécurité ou insécurité sociale?

Même délesté par la 6e réforme de l'Etat d'une partie de la santé et des allocations familiales (pour 11,7 milliards), le budget de la sécurité sociale représente encore 61 milliards d'euros. C'est donc une part très importante du budget de l'Etat. La tentation est donc grande d'y puiser de l'argent pour une réforme fiscale ou de le réduire pour alléger les cotisations sociales des employeurs. Les secteurs les plus exposés aux économies budgétaires sont les pensions et l'assurance chômage.

Les pensions & prépensions

Tous les débats autour des pensions sont liés d'une façon ou d'une autre à la question de leur financement. On sait que le vieillissement de la population va inévitablement, en tout cas dans un premier temps en raison du papy-boom lié au baby-boom d'après guerre, nécessiter que l'on dégage des moyens supplémentaires pour garantir les prestations. Mais à droite on pense que la sécurité sociale pèse trop sur les salaires, et qu'il faut au contraire réduire la voilure. Les pistes le plus souvent évoquées sont l'allongement de la carrière et la suppression des systèmes de fin de carrière anticipée.

En Wallonie et à Bruxelles

• Le MR propose de prendre de nouvelles mesures (sans précision) pour allonger la carrière sans relever l'âge de la retraite. Le MR se prévaut de la réduction du plafond de revenu pour certaines périodes assimilées et suggère de pondérer les périodes assimilées selon leur «plus value sociétale», par exemple pour une formation, mais de pénaliser celles jugées sans valeur comme les jours de grève.

du marché de l'emploi pour ensuite faire «évoluer» l'âge légal de la pension (en fonction de l'espérance de vie). Il propose donc de supprimer les systèmes de sortie anticipée de l'emploi et de pénaliser au niveau des assimilations certaines interruptions de carrière comme le crédit-temps sans motif ou de fin de carrière ainsi que les périodes de chômage.

L'assurance chômage

Notre système d'assurance chômage a la particularité assez rare en Europe de ne pas être limitée dans le temps. Cette particularité a déjà subi quelques rudes coups avec la limitation à 3 ans des allocations d'insertion pour les jeunes sortis de l'école et la dégressivité accélérée pour les autres chômeurs sur base du travail. Mais certains veulent aller plus loin et limiter dans le temps le droit aux allocations de chômage. A défaut de créer des emplois, il est plus facile de rendre les chômeurs responsables de leur situation ou de les pousser à accepter des sous-emplois, contrats précaires, temps partiels, etc. L'idée qu'il faut mériter son allocation en prestant des travaux d'intérêt général refait surface.

En Flandre

• Le VB propose d'allonger la carrière dans les faits notamment en s'attaquant aux systèmes de sortie anticipée.

• La N-VA reste vague sur l'âge de la retraite mais propose de supprimer les prépensions et les périodes assimilées pour chômage au-delà de deux ans ou crédit-temps (lui-même limité au crédit-temps pour soins ou l'éducation d'enfants) ce qui donnerait une pension inférieure puisque la carrière ne serait alors pas complète.

- L'OpenVLD qui a détenu le portefeuille des pensions propose d'allonger la carrière dans une première temps en retardant la sortie effective

• Le PP veut réservé les allocations de chômage à ceux qui peuvent justifier de 2 ans de travail de manière à exclure les immigrés primo-arrivants. Le PP propose de réinstaurer le pointage quotidien des chômeurs, de renforcer la dégressivité, d'imposer des travaux d'intérêt général à mi-temps après deux ans de chômage sauf pour les plus de 58 ans.

En Flandre

- Le VB ne propose pas de limiter dans le temps les allocations de chômage, mais bien d'imposer des formations et de liquider les systèmes de prépension.

• La N-VA veut limiter les allocations de chômage à deux ans maximum selon le passé professionnel, après quoi le chômeur aurait encore droit à une allocation forfaitaire minimale avec en contrepartie l'obligation de prêter des services d'intérêt général. Les systèmes de prépensions étant par ailleurs voués à l'extinction, de même que les allocations d'insertion, les nouveaux chômeurs jeunes ou âgés se retrouveraient tous à ce régime.

• L'OpenVLD qui revendique la paternité du système de dégressivité adopté par le Gouvernement sortant veut booster l'activation des chômeurs. Les allocations d'insertion seraient conditionnées à la reprise d'études, d'une formation complémentaire ou d'un stage. Les allocations de chômage ordinaires seraient limitées à 3 ans avec obligation dans la 3e année de prêter des travaux d'intérêt général pendant 2 demi-jours par semaine.

Quelle réforme fiscale?

Les campagnes électorales sont particulièrement propices aux promesses fiscales. Toutes se veulent plus juste que la précédente. Toutes prétendent favoriser le travail, améliorer le sort de «ceux qui se lèvent tôt». Mais les questions fiscales sont toujours compliquées si bien qu'il est facile de faire prendre à l'électeur des vessies pour des lanternes...

Le souci avec la fiscalité est toujours de savoir à qui prendre l'argent pour le donner à qui, ou où le prendre au détriment de quoi. Concrètement, l'Etat est endetté, en déficit. Une partie de son budget va migrer vers les Régions. Il n'a pas de marge de manœuvre. Toute réforme fiscale implique un «tax shifting», c'est-à-dire un glissement d'un type de fiscalité vers un autre si on n'entend pas couper dans les dépenses publiques.

Mais justement les propositions des partis de droite reposent sur des économies budgétaires qui impliquent d'une manière ou d'une autre la réduction des budgets sociaux ou une réduction des dépenses de l'Etat, donc de l'offre de services publics.

Le débat gauche droite tourne donc d'une part autour des compensations (ou non) d'un allègement de la fiscalité sur le travail mais aussi sur le principe de la redistribution. Les partis d'inspiration libérale entendent en effet alléger encore l'impôt des sociétés et même réduire la progressivité de l'impôt des personnes physiques pour tendre vers une «flat tax» c'est-à-dire un taux égal pour tous quel que soit le niveau de revenu.



Pour une autre Europe le 25 mai

On dit souvent que les trois quarts de nos lois nous viennent de l'Europe. C'est une réalité qui a pour effet de donner au citoyen le sentiment qu'il n'a plus rien à dire et que ses relais politiques nationaux n'ont pas plus de pouvoir. D'où les taux élevés d'abstention aux élections européennes. Pourtant, si on ne s'occupe pas de l'Europe, l'Europe s'occupe de nous. Ces dernières années - à la faveur de la crise des dettes souveraines et de la fragilité de la monnaie unique - la Commission européenne

dominée par la droite et le lobby financier a donné le ton en imposant des politiques d'austérité aux conséquences sociales dramatiques. Mais le Parlement européen a aussi pris de plus en plus d'importance. Un basculement à gauche de la majorité au Parlement européen et une Commission moins néolibérale que l'équipe sortante pourraient changer le cours des choses. Quels sont les enjeux européens?

L'austérité: que des dégâts

La crise financière et le sauvetage des banques ont mis en danger les finances publiques de la plupart des pays de l'Union. La Commission européenne à majorité de droite a saisi l'occasion de cette crise pour renforcer son pouvoir en matière de politique économique et monétaire. Plusieurs traités ont été adoptés pour renforcer la «Gouvernance économique» de l'Europe et imposer avec cet instrument des politiques d'austérité voulues par l'Allemagne et les principales places financières. La priorité a ainsi été donnée à la réduction des déficits publics pour réduire les dettes souveraines. Ce sont principalement

les budgets sociaux et les services publics qui en ont fait les frais. C'est chez nous la dégressivité des allocations de chômage, la liquidation des prépensions, etc. Mais pas seulement. Ces politiques d'austérité ont été accompagnées de politiques salariales restrictives destinées à renforcer la compétitivité externe de l'Europe. L'idée étant que pour rétablir sa position concurrentielle, l'Europe doit réduire ses coûts de production à commencer par les salaires. Dans les pays pris à la gorge comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal, les travailleurs se sont ainsi vu imposer par la «Troïka» (la

Commission, le Fonds Monétaire International et la Banque Centrale Européenne) des plans d'austérité draconiens et des baisses de salaires significatives allant jusqu'à 20%. Chez nous, ce sont les attaques contre l'index et le gel des salaires. Ce que la Troïka a mal mesuré, c'est l'impact négatif de ces politiques. La demande intérieure et la consommation ont chuté. Les recettes fiscales ont baissé. La croissance reste molle, insuffisante pour résorber le chômage. Le chômage a augmenté. Les dettes publiques n'ont pas baissé d'un pouce ou ont même augmenté!

L'austérité ne marche pas

• **L'emploi?** 17 millions de chômeurs en Europe en 2008. **27 millions en 2014!** Le chômage des jeunes est alarmant: jusqu'à 50% en Grèce, en Espagne... 24% chez nous.

• **L'équilibre des finances publiques?** Après 6 ans d'austérité **aucun pays de la zone euro n'a réussi à réduire sa dette publique**. Partout, et surtout là où l'austérité est la plus dure, la dette a augmenté! Pas étonnant quand on sait que la fraude fiscale en Europe est estimée à 1000 milliards d'euros par an ou que les sociétés belges ont planqués 104 milliards dans des paradis fiscaux alors que 121 millions d'Européens vivent sous le seuil de risque de pauvreté

Dumping social: une course à la misère

Si l'austérité ne marche pas, disent les économistes libéraux, c'est à cause de nos salaires. Nous aurions un problème de «compétitivité» par rapport à nos pays voisins qui ont eux-mêmes des voisins moins chers, qui eux-mêmes ont des voisins moins chers... A défaut de jouer la carte de l'innovation et de la qualité des produits, les entreprises font pression sur les salaires.

C'est pourtant à l'intérieur même de l'Europe que joue la concurrence salariale. La chute du Rideau de Fer a permis aux grandes entreprises de délocaliser vers l'Est où les salaires sont plus bas. On assiste maintenant au mouvement inverse: c'est la main d'œuvre à bas prix qui est délocalisée vers les pays à salaires élevés pour faire pression sur eux.

La libre circulation des travailleurs

et le détachement à grande échelle et les abus que ce dernier système permet faut de moyens de contrôle sont les instruments de ce dumping salarial.

L'Europe veut faire croire que la concurrence entre les travailleurs est une bonne chose. Elle encourage le dumping social et salarial. Ça rapporte aux employeurs. Ça rapporte aux actionnaires. Mais les travailleurs en font les frais. En 4 ans, nous avons perdu en Belgique 4000 emplois dans le transport, 7000 dans la construction.

3 € de l'heure...

Pas plus tard que la semaine dernière, une campagne de contrôles sur chantiers a fait apparaître des infractions dans 80% des entreprises contrôlées. Les salaires de certains travailleurs détachés illégaux étaient inférieurs à 3 euros de l'heure...



Un virage à 180 degrés: investir pour l'avenir

Vaincre la récession et la stagnation de nos économies, redonner espoir et confiance aux gens est possible. L'Union Européenne a le potentiel pour combattre la crise mais pour cela elle doit prendre une nouvelle direction afin de stabiliser la situation économique et de créer des emplois de qualité dans une Europe sociale.

Des investissements massifs sont indispensables pour donner à nos économies un nouveau départ reposant sur une croissance durable. La Confédération européenne des Syndicats propose un plan d'investissement annuel équivalant à 2% du PIB européen pendant dix ans. De tels investissements contribueront à constituer une base industrielle solide, de bons services publics, un modèle social inclusif et des systèmes étagés bien organisés ainsi que des institutions de recherche et d'éducation innovantes.

1.000 milliards ont été dépensés pour sauver le secteur financier. 1.000 milliards sont perdus chaque année du fait de l'évasion et de la fraude fiscale. Il est temps maintenant de dépenser 250 milliards pour l'emploi et un avenir meilleur pour les citoyens européens. Un plan d'investissement audacieux pourrait générer jusqu'à 11 millions de nouveaux emplois de qualité.

A côté de ce plan d'investissement, l'Europe a besoin de réformes profondes:

1°) Il faut remettre de l'ordre dans le système financier et bancaire. Décourager la spéculation par une taxe sur les transactions financières. Forcer les investissements dans l'économie réelle: celle qui produit de la vraie richesse et crée des emplois. Des emplois pour les jeunes qui végétent aux portes du marché. Pour les plus âgés que l'on expulse mais que l'on ne veut pas pensionner.

2°) Il faut réformer de fond en comble la fiscalité. Combattre les paradis fiscaux. Taxer le capital improductif, rétablir la justice fiscale, mettre fin à une concurrence fiscale suicidaire, harmoniser l'impôt des sociétés.

3°) Arrêter d'attaquer les salaires. Ce sont eux - et non les profits parasites - qui font tourner l'économie et financer la protection sociale, dont les pensions.

4°) En finir avec le dumping social en mettant en place un Europol social, c'est-à-dire une police sociale pour lutter contre les abus et la fraude sociale. Il faut aussi nous protéger de la concurrence déloyale des pays émergents et combattre l'exploitation des travailleurs de ces pays en imposant des normes sociales et environnementales aux frontières de l'Europe

Plus d'infos sur le site de la CES: www.etuc.org



Forcer le changement en Europe le 25 mai

Emploi et situation familiale

L'enquête confirme que le taux de chômage des jeunes est généralement plus élevé que le taux de chômage moyen, et que la crise économique a plus affecté l'emploi chez les jeunes que chez les groupes plus âgés. Selon les données d'Eurostat, entre 2007 et 2011, le taux de chômage des jeunes en Europe (15-24 ans), a augmenté de 15% à 21%.

Cette augmentation apparaît également dans la structure de l'échantillon de l'enquête sur la qualité de vie: une plus grande proportion des 18-29 ans était sans emploi en 2011 qu'en 2007. La proportion a carrément doublé chez les jeunes hommes (et presque doublé chez les femmes...)!

La situation familiale des jeunes diffère en fonction de leur situation économique. Environ 60% des jeunes qui ont un emploi vivent seuls ou avec leur partenaire et / ou des enfants, tandis qu'un tiers vivent avec leur parents. Seuls 7% vivent avec leurs parents et leur propre famille (foyer multigénérationnel).

En revanche, près de la moitié des jeunes encore scolarisés vivent avec leurs parents, et sont moins suscep-

tibles de vivre avec leur partenaire et / ou des enfants.

Plus de deux tiers des jeunes chômeurs vivent avec leurs parents. C'est le taux le plus élevé dans toutes les catégories. Par ailleurs, les jeunes inactifs (les jeunes qui ne sont ni travailleurs ni demandeurs d'emploi) sont plus susceptibles de vivre avec leurs parents aujourd'hui qu'avant la crise, et ce même s'ils ont leur propre famille (conjoint/enfants).

Le fait d'avoir ou non un (ou des) enfant(s) a un impact très important sur l'emploi des jeunes. On constate en effet à travers toute l'Europe que 17% des jeunes pères et 19% des jeunes mères sont chômeurs/chômeuses, tandis que respectivement 8 et 30% d'entre eux sont inactifs (sans emploi/non-demandeurs d'emploi). La plupart de ces mères sont des femmes au foyer. 88% d'entre elles affirment qu'elles voudraient travailler si elles pouvaient adapter leurs horaires, tout comme 80% de ces jeunes pères inactifs. Cela traduit clairement que leur situation n'est pas un choix, mais une contrainte liée à la difficulté de combiner un emploi et la présence de jeunes enfants.

Dans l'ensemble de l'Europe des 28, 30% des jeunes femmes et 13% des jeunes hommes s'occupent de leur(s) enfant(s) au moins chaque semaine, tandis que 11% et 10% respectivement sont impliqués dans les soins hebdomadaire pour des parents âgés ou handicapés. Parmi ces jeunes, les femmes estiment passer en moyenne 55 heures par semaine à la garde des enfants et 10 heures pour les soins aux aînés; les chiffres correspondants pour les jeunes hommes sont de 23 heures et 8 heures (Eurofound, 2013). Les jeunes gens qui s'occupent beaucoup de leur famille s'estiment satisfaits de leur vie en général, mais déplorent un manque de vie sociale et se sentent plus exclus que les autres jeunes.

Le conseil de l'Union européenne a suite à ce constat insisté sur le fait que des efforts doivent être menés pour aider les jeunes à concilier au mieux leur famille, leur travail et leur vie privée.

Les jeunes ont perdu confiance

La perte de confiance en les institutions est un fait avéré parmi toutes les générations. Les taux de méfiance sont globalement les mêmes chez les jeunes et les plus âgés, sauf ceux relatifs à la police. Les jeunes européens ont moins confiance en leurs forces de l'ordre que leurs aînés. Néanmoins, seule la police n'a pas perdu en cote de popularité depuis le début de la crise. Toutes les autres institutions (Gouvernement, Parlement, presse, justice) ont été lourdement sanctionnées depuis 2007. Sans surprise, une perte de confiance globale est constatée dans les pays les plus lourdement touchés par la crise et l'austérité. La Grèce, Chypre et l'Espagne en tête de file. En opposition, la Finlande, le Danemark et la Suède continuent de croire en leur gouvernement.



Exclusion sociale et pauvreté

L'UE énonce une série d'indicateurs à surveiller pour mesurer l'inclusion sociale des jeunes personnes. Il s'agit notamment du risque de pauvreté, du taux de grave privation matérielle, de la proportion de personnes vivant dans des ménages à très faibles revenus, avec des besoins médicaux non satisfaits et de la proportion de personnes qui ne sont ni au travail, ni à l'école, ni en formation, et qui donc courrent un haut risque d'exclusion.

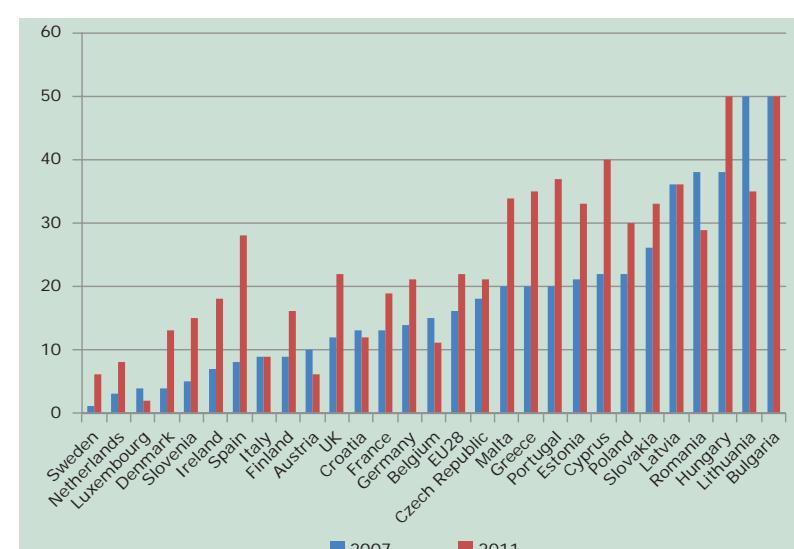
L'enquête ici présentée fait la lumière sur deux de ces indicateurs: la privation sévère et les besoins médicaux non satisfaits.

Privation

Près de la moitié des jeunes européens subissent dans leur ménage une forme de privation. Pour 27% d'entre eux, il s'agit de ne pas être en mesure de s'offrir une semaine de vacances chaque année, d'inviter des amis à la maison au moins une fois par mois ou encore de remplacer des meubles usés. 22% des jeunes doivent toutefois se priver de choses plus essentielles, comme le chauffage de leur maison, l'achat de viande ou de poisson au moins tous les deux jours, ou encore l'achat de vêtements neufs.

Ces cas de privation grave ont augmenté de 6% depuis 2007. Plus particulièrement dans les pays d'Europe du sud comme l'Espagne, Chypre, le Portugal et la Grèce. Dans presque tous les pays, les jeunes sont plus susceptibles de connaître des niveaux modérés de privation que la population générale, mais ils sont moins susceptibles d'en subir les formes les plus graves.

Augmentation de cas de privation grave, par pays (2007-2011)



Les jeunes qui vivent dans de «grands» ménages (comme ceux qui vivent à la fois avec leurs parents et leur partenaire et / ou enfants) sont les plus susceptibles de subir l'expérience d'un niveau élevé de privation. Même chose pour les jeunes chômeurs et inactifs.

Difficulté d'accéder aux soins

L'étude mesure également la difficulté pour les jeunes européens d'accéder aux soins de santé. Cette difficulté se manifeste par différentes raisons. La première est le délai d'attente pour obtenir un rendez-vous chez un médecin, ou le report fréquent de ce rendez-vous. La seconde est la difficulté de trouver le temps de se rendre chez un médecin, en raison du travail ou de responsabilités

diverses. Le coût des soins est un problème pour 31% des jeunes, ainsi que la distance à parcourir pour trouver un médecin ou un hôpital (18% des jeunes connaissent cette difficulté). C'est en Italie et en Grèce que l'on ressent le plus de difficultés à accéder aux soins, la plupart des problèmes précédemment soulevés étant cumulés (coût, trajet, délai d'attente, manque de temps). Chypre et Irlande dénoncent surtout des prix excessifs.

En Grèce, l'augmentation indéniable de la difficulté à accéder aux soins est évidemment due aux coupes sombres dans le système de santé. Les pays avec une bonne sécurité sociale s'en sortent globalement mieux.

Vie sociale et loisirs

En 2011, plus de la moitié des jeunes (53%) affirmaient rencontrer leurs amis tous les jours ou presque. Parmi eux, une grosse proportion d'étudiants. 89% des jeunes en général rencontrent des amis au moins une fois par semaine. Le contact des jeunes entre eux est aussi important en face à face que par téléphone ou internet, ce qui caractérise uniquement cette génération. Les personnes plus âgées ont beaucoup moins de contact par internet ou téléphone.

Côté familial, les jeunes qui ont quitté la maison parentale continuent de rencontrer leurs parents au moins une fois par semaine, ou de les contacter par téléphone ou internet.

Un tiers des jeunes en Europe affirme désirer plus de contacts sociaux, en dehors de ceux avec la famille. Tandis que le souhait inverse est présent chez 29% des jeunes, qui aimeraient voir davantage leur famille que les amis. Des différences marquantes à cet égard existent entre les différents pays européens. A Chypre, en Slovénie ou à Malte, où il est coutumier de rester vivre avec la famille ou du moins d'être en contact permanent, les jeunes rêvent de plus de vie sociale. Au Portugal, en Croatie, en Grèce, les jeunes estiment avoir assez de temps pour leur vie sociale. Dans ces trois mêmes pays, les jeunes affirment passer bien assez de temps à leurs loisirs et hobbies, tandis que partout ailleurs en Europe, l'on rêve de plus de temps à accorder à ses passions.

Ceci dit, dans la globalité, les jeunes européens de toutes catégories sociales s'estiment heureux de leur vie sociale et familiale, et ce plus que les groupes plus âgés. Les plus heureux semblent être les jeunes de moins de 25 ans. Le taux de satisfaction n'a pas sensiblement évolué depuis 2007.

Toutefois, ce taux de satisfaction est moins élevé chez les jeunes sans emploi. De même, les jeunes qui ont déjà une famille et/ou des enfants, manifestent moins de satisfaction à l'égard de leur vie sociale, notamment car la présence de jeunes enfants dans le foyer empêche de rencontrer les amis. Toutefois, ils s'estiment parfaitement heureux de leur vie familiale.

> POINT DE VUE

Votez pour une société plus solidaire le 25 mai

Le 25 mai, nous nous rendrons tous aux urnes pour les élections régionales, fédérales et européennes. L'enjeu est de taille. En ce qui nous concerne, nous savons tous les deux très bien dans quel pays nous ne voulons pas nous réveiller demain. Et vous?

Vous devrez faire un choix entre deux modèles de société. Allons-nous voter pour un pays de solidarité, qui préserve et renforce l'Etat-providence? Un pays avec des entreprises publiques fortes, une société civile solide, une répartition de la richesse et une solidarité vis-à-vis des moins chanceux? Ou allons-nous voter pour le modèle opposé, caractérisé par le «chacun pour soi», où l'égoïsme prime et où la dissolution de la sécurité sociale est inévitable? Une société qui fait payer la crise aux simples citoyens?

Pour nous, c'est clair. Selon nous, un vote à gauche est synonyme de lutte contre les inégalités. Nous plaions pour une redistribution de la sécurité sociale et des impôts. Il est inadmissible que les entreprises qui paient peu d'impôts en Belgique déduisent en plus des intérêts notionnels. Cela nous coûte déjà six milliards d'euros par an, alors que la pauvreté gagne du terrain.

L'Europe d'aujourd'hui suit une tendance de droite libérale, c'est un continent du capital. Nous voulons une Europe du travail. Le dumping social est l'un des problèmes nécessitant une approche globale. Pensez aux ouvriers étrangers qui travaillent ici dans le secteur de la construction, qui sont logés dans des taudis et travaillent quatorze heures par jour pour un salaire de misère.

Nous ne voulons pas entendre parler de la suppression de l'index et des CCT sectorielles, du gel des salaires, de l'arrêt des préensions, de la réduction des indemnités de chômage, etc. En effet, ces mesures aboutiraient à une société sans âme. Nous devons nous battre de toutes nos forces. Il ne peut pas non plus être question de confédéralisme. Nous voulons une entité fédérale, avec des compétences importantes pour les régions. La défense d'une personne malade, victime d'un accident du travail ou au chômage doit être la même partout.

Nous voulons plus de sécurité et une meilleure santé au travail. Jour après jour, nous luttons pour le bien-être des travailleurs et contre l'épuisement physique qui accable ceux qui exercent un métier peu qualifié.

Un meilleur respect envers les travailleurs commence par une meilleure rémunération, la création d'un environnement de travail sain et sûr et une préension à partir de 56 ou 58 ans pour les métiers lourds. Or, certains partis de droite poursuivent un objectif diamétralement opposé... Il est donc essentiel que nous fassions entendre notre voix à gauche le 25 mai.



Paul Lootens
Secrétaire général



Alain Clauwaert
Président

Vive la santé?

Travailler, travailler, travailler... jusqu'à l'épuisement? Travailler plus longtemps semble être la formule magique du gouvernement actuel. Mais qu'en est-il de ceux qui exercent un métier pénible? Ils vivent sept ans de moins, mais doivent malgré tout travailler et cotiser aussi longtemps pour leur pension. N'est-ce pas illogique? Nos délégués Marita Vincke et Willy Brück nous racontent ce qu'ils en pensent.

Depuis déjà 28 ans, Marita Vincke travaille à la chaîne en équipes. Auparavant, il y avait beaucoup de pics d'activité et de périodes creuses mais depuis que nous avons un nouveau débouché en Turquie, nous travaillons toujours à plein régime. «En termes de coûts salariaux, de rythme de travail et de nouvelles commandes, les cinq filiales européennes de Tupperware s'affrontent. Toute la pression se

«Nous plaions pour donner un contrat à plus de jeunes»

Marita Vincke, travailleuse chez Tupperware à Alost



résume à la concurrence entre ces cinq usines. Dans l'entrepôt, les chefs chronomètrent le temps que met un travailleur pour aller du point A au point B...» L'absentéisme est élevé chez Tupperware. Il y a aussi beaucoup d'intérimaires, ce qui provoque aussi beaucoup de stress. «Nous devons les former parallèlement à notre propre travail. Beaucoup de travailleurs partent, mais peu sont remplacés par des contrats fixes. Nous plaions pour offrir à plus de jeunes un contrat et un bon accompagnement en vue de lutter contre le vieillissement et l'augmentation de la pression.»

«Les pressions sur les travailleurs sont de plus en plus fortes», explique Willy, «et cela se répercute également à l'intérieur entre les travailleurs. Il n'est plus étonnant aujourd'hui de voir dans les entreprises des tableaux avec le nombre de jours sans accidents dans l'entreprise. Aujourd'hui, la pression dans les entreprises est devenue insoutenable», poursuit Willy.

«On n'a presque plus le droit d'être malade. Et lorsque cela arrive, on est vite rappelé à l'ordre par la di-



rection. Par exemple, si vous êtes malade trois fois, vous ne pouvez plus l'être pendant neuf mois. Choisis-t-on vraiment d'être malade ou encore le moment de l'être?» Un autre problème que fustige Willy concerne les quotas.

«On vous dit de faire autant par jour mais si certains font plus, alors vous aussi vous devez faire plus. Imaginez un intérimaire qui va mettre les bouchées doubles dans l'espoir de décrocher un contrat. Il mettra une pression sur les autres travailleurs. Les quotas ne devraient pas exister, c'est très malsain!»



«La santé au travail, un combat vital»

Willy Brück, régleur chez NMC (Chimie)

Vive la rémunération juste?

Se tuer au travail, mais être malgré tout dans la pauvreté? Cela ne peut plus durer: travailler et gagner suffisamment pour vivre décemment est un droit fondamental. Les délégués Herman Deman et Roland Thissen nous crient leur indignation.



«Lorsque j'ai commencé à travailler dans la construction de routes, un jour je me suis tout bonnement endormi dans la camionnette après ma journée de travail. C'était encore l'ancien système de dur labeur. Aujourd'hui, il y a toujours un moyen de faciliter le travail mais cependant, la pression reste gé-

«Je peux comprendre la volonté de lutter contre le travail au noir»

Herbert Deman, travailleur chez Wegenbouw Verhelst

néralement élevée. Je dois néanmoins admettre que là où je travaille, nous ne sommes pas mal payés. La seule chose à retenir: on n'a rien sans rien. Il faut aussi comprendre cela tant que travailleur.»

En ce qui concerne le travail au noir, l'entreprise de Herbert règle les choses correctement. «Je pense que le travail au noir dans notre secteur est surtout présent dans les petites entreprises et chez les sous-traitants. Nous avons aussi des collègues de l'Europe de l'Est, surtout des Roumains, mais ils sont correctement payés. Nous avons même reçu un formulaire nous permettant de signaler tout élément suspect. Je comprends la démarche de John Crombez du sp.a qui ne veut pas y aller de main morte en s'attaquant au travail au noir. Chapeau!»

règle est trop souvent bafouée. Des heures supplémentaires ne sont pas rémunérées, ou elles ne le sont pas à leur juste valeur. On fait croire aux intérimaires que leurs déplacements sont à leurs propres frais. Il est aussi fréquent de voir des jours fériés non récupérés. Il y a aussi souvent des problèmes avec les chèques-repas auxquels les intérimaires ont droit si les travailleurs fixes y ont eux-mêmes



droit. Il faut se méfier de certaines agences d'intérim qui n'ont aucun scrupule envers les travailleurs mal informés. Elles font n'importe quoi pour réaliser leur chiffre.»

Autre point sur lequel Roland est très engagé, c'est le salaire des femmes.

«Aujourd'hui encore, elles gagnent entre 20 et 30% de moins que les hommes. L'écart a diminué ces dernières années, mais il ne faut pas crier victoire trop vite. Cela peut simplement dire qu'avant, la discrimination était encore plus grave qu'aujourd'hui.»



Faim de certitudes!

Début 2014, nous avons présenté les dix priorités ci-dessous aux partis politiques. Résultat? Ce sont surtout les partis de gauche PS, Ecolo et PTB qui ont réagi positivement à nos exigences. Il semble donc que nos revendications ne seront mises en œuvre que si nous avons un gouvernement de gauche. Votez donc à gauche!

1. Le pouvoir d'achat doit augmenter

Pour renforcer le pouvoir d'achat, des négociations libres sur les salaires et les conditions de travail sont indispensables, parallèlement à une indexation correcte des salaires et des allocations sociales.

2. Le régime de pension doit tenir compte de la pénibilité du travail

Les personnes exerçant un métier lourd vivent en moyenne sept ans de moins. Une prépension et une retraite anticipée pour les métiers lourds sont indispensables.

3. Un travail adéquat pendant la carrière

La FGTB défend une approche structurelle en matière de conditions de travail, une meilleure politique de bien-être dans les entreprises et une meilleure reconnaissance des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

4. L'aide aux entreprises doit aller de pair avec des emplois de qualité

L'aide aux entreprises doit aboutir à de nouveaux emplois. Dans le cas contraire, elle doit être remboursée. Les subventions pour le travail de nuit et les heures supplémentaires doivent être supprimées et les revenus du capital, autant taxés que les revenus du travail.

5. Il faut en finir avec la concurrence déloyale et les abus sociaux

Les travailleurs étrangers détachés doivent bénéficier de toutes les conditions de travail du pays d'accueil. La responsabilité des entrepreneurs principaux doit être engagée en cas d'abus, même par des sous-traitants.

6. La politique en matière de travail intérimaire doit être plus juste

Les contrats de travail intérimaire doivent être signés au moment de l'entrée en service. Si le travail intérimaire est utilisé pour le recrutement, il doit aboutir à un engagement. De plus, les salariés doivent bénéficier de tous les droits d'ancienneté pour les périodes où ils travaillaient comme intérimaires.

7. Conditions de travail et de rémunération égales pour les titres services dans toutes les régions

En raison de la réforme de l'État, un travailleur wallon dans le secteur des titres-services ne recevra pas le même salaire que son collègue bruxellois ou flamand. La FGTB veut des conditions de travail et de rémunération égales dans les différentes régions et une amélioration des conditions de travail et de rémunération.

8. Stratégie commune pour l'emploi, l'environnement et la rénovation des logements

Il faut mettre en place un plan de relance écosolidaire, créant des emplois et permettant à chacun de vivre dans de meilleurs logements, surtout les familles défavorisées. En Flandre, ce type de plan de relance écosolidaire n'existe pas encore.

9. Les libertés syndicales doivent rester un droit fondamental

Les délégués syndicaux doivent être suffisamment protégés contre le licenciement et le droit de grève doit être intégralement maintenu. Il faut privilégier la concertation et la médiation aux procédures judiciaires.

10. Une politique solidaire cohérente pour la Palestine

L'État palestinien doit être reconnu, le blocage de la bande de Gaza doit être levé, il faut cesser la construction de colonies, le mur construit doit être démantelé et toute forme de commerce d'armes avec Israël doit être interdite.



«Je travaille pour Hulp in Huis qui compte onze agences en tout. Je travaille pour l'agence d'Ypres. Avant cela, j'ai travaillé pendant 22 ans dans le service de nettoyage du CPAS. Je connais donc la différence avec le secteur des titres-services où je travaille actuellement. C'est surtout le salaire moins élevé qui m'a choquée. En comparaison avec une simple société de nettoyage, nos salaires sont beaucoup plus bas, et ce pour le même travail! L'indemnité kilométrique est également très faible chez nous alors que le carburant est toujours plus cher. De plus, les kilomètres parcourus pour dé-

«Voter à gauche est favorable pour notre secteur»

Nancy Gotelaere, travailleuse chez Hulp in Huis

politique car malheureusement, c'est souvent les plus démunis qui trinquent. L'allocation de chômage est son cheval de bataille.

«A partir du 1er janvier 2015, 55.000 personnes seront exclues du chômage, dont 30.000 en Wallonie. Et la moitié d'entre elles n'aura même pas droit au minimex... «C'est scandaleux», poursuit Lucien. «Et le plus inquiétant dans tout ça, c'est que

poser les titres-services à l'agence chaque semaine ne sont pas non plus remboursés.»

Nancy reste particulièrement sur le qui-vive à cause de la régionalisation des titres-services. Elle craint que de nombreuses entreprises de titres-services ne ferment si tout l'argent doit venir à l'avenir des caisses flamandes. Elle conclut que voter à gauche est favorable pour son secteur.

«D'après moi, le parti socialiste est actuellement le parti qui soutient le plus les travailleurs.»

Lucien Cravatte estime qu'il est important d'expliquer aux gens ce qui se passe en



«Garder son emploi, oui, mais à quel prix?»

Lucien Cravatte, Opérateur chez Ywan Simonis (Textile)

cet accord a été voté par un gouvernement socialiste qui fait passer de plus en plus de lois libérales. Si le gouvernement pense faire des économies en excluant les gens du chômage, il se trompe. Ejecter les gens du chômage ne fera qu'aggraver leur situation déjà précaire. Quand on parle de Dumping Social, on a souvent en tête l'ouvrier portugais ou polonais mais ça aussi, c'est du dumping social!»



Vive LA SANTÉ !

Les personnes exerçant un métier lourd vivent 7 ans de moins



«Elles creusent leur propre tombe avant l'heure, profitent moins longtemps de leur pension, mais travaillent aussi longtemps que les autres. Ce n'est pas logique!»

FGTB
Centrale Générale
Ensemble, on est plus forts

Votez à gauche! www.accg.be

Vive LA SÉCURITÉ D'EMPLOI !



300 000
travailleurs en situation précaire
(Intérim, titres-services, nettoyage, ...)

160 000
ouvriers du bâtiment
confrontés à un dumping social

8 000
ouvriers de l'industrie verrière
dont les entreprises risquent de fermer

«La Belgique, un pays prospère ? On y décapite les travailleurs : 20 % d'entre eux risquent de perdre leur emploi !

FGTB
Centrale Générale
Ensemble, on est plus forts

Votez à gauche! www.accg.be

Vive LA RÉMUNÉRATION JUSTE

Les travailleurs se tuent à la tâche pour rien



«Certaines personnes vivent toujours dans la pauvreté alors qu'elles ont un travail. Malheureusement, elles ne touchent pas un salaire décent.»

FGTB
Centrale Générale
Ensemble, on est plus forts

Votez à gauche! www.accg.be

> POINT DE VUE

Austérité, opium d'élites...

Le paludisme a fait sa réapparition sur le continent européen. Il y a des quartiers d'Athènes où le taux de chômage atteint 80%. La mortalité infantile progresse et le nombre de suicides chez les jeunes explose. Des femmes d'ouvrage de certains services publics sont en grève... depuis septembre 2013!

La situation est catastrophique en Grèce. Que recommande l'Union européenne?

Que le gouvernement poursuive ses efforts en matière de désendettement et réduction des déficits publics...

Devant pareil aveuglement, l'austérité ne peut plus être considérée comme une simple doctrine politique ou économique ayant ne serait-ce qu'un semblant de fondement rationnel. C'est une religion. Elle a ses grands prêtres au FMI, à la Commission ou à la BCE et son bas clergé sévit dans tous les gouvernements de l'Union.

Leur mysticisme est dangereux pour l'homme de la rue.

L'économiste américain Paul Krugman définit leur démarche comme un « sado-monétarisme ». Il recourt à cette métaphore psychanalytique pour tenter de traduire toute l'absurdité de décisions qui font payer un prix social exorbitant pour soutenir une orthodoxie monétaire... foireuse.

C'est bien là le problème: le remède de cheval de ces charlatans ne marche pas et le patient se meurt!

En mettant son peuple à genou, la coalition de la Nouvelle démocratie et du Pasok continue de creuser la dette et de plomber les déficits publics. Cette fois avec les félicitations du jury. L'austérité ne produit pas les résultats annoncés. Que suggère la troïka? Continuer...! Comme les Cavaliers de l'Apocalypse, cette volonté aveugle de contrainte budgétaire n'arrive pas seule. Le resserrement des politiques publiques, des salaires et des allocations est accompagnée d'un durcissement du contrôle social, d'un flicage intensif de la société, de restrictions dans les libertés individuelles et collectives. La répression des mouvements sociaux qui résistent à la violence institutionnelle se double d'une stigmatisation de « boucs émissaires » exposés à une violence physique croissante qui peut aller jusqu'au meurtre. Ce contexte est évidemment propice au développement d'une extrême droite de plus en plus agressive.

Il n'y a pas plus d'« austérité de gauche » que de « libéralisme social »! La « rigueur » présentée comme un catéchisme acceptable de la même politique ne renforce jamais la marche du progrès. Laisser penser le contraire, c'est « prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages »...

PAS AVEC NOTRE CONSENTEMENT!

Mais la Grèce fait aussi la démonstration que là où croissent les périls, grandissent les résistances.

Les témoignages d'un peuple confronté au pire mais qui reprend en main l'organisation de sa propre solidarité rappellent que jamais ne meurt l'espérance d'un autre monde. Et ce constat qui résonne depuis les quartiers populaires d'un des berceaux de notre civilisation constitue déjà comme un avertissement puissant à la droite, aux junkies de l'austérité... Rien ne tue l'espérance d'une vie meilleure. L'histoire de l'humanité enseigne que jamais les peuples ne se résignent, jamais ils ne se taisent...

Le récent acquittement de nos camarades de la POEM (les métallos grecs) accusés d'avoir fait leur boulot, d'avoir défendu l'emploi, les salaires et la dignité de leurs affiliés n'est pas qu'une revanche. C'est un signal. N'importe quoi n'est pas possible... La MWB était présente dans le prétoire avec d'autres représentants d'« IndustriAll ».

Nous en revenons, témoins de ce qui se passent à nos portes, au sein de l'Union, au cœur de la zone « Euro ». Face aux credo austéritaires, nous sommes tous des Grecs!

L'idéologie dominante véhiculée par les médias de masse formate à la résignation les exploités apeurés d'un système en crise qui va les appauvrir plus et plus encore. Les puissants peuvent espérer transformer des travailleurs, citoyens libres et égaux, en dociles moutons qu'ils pourront tondre, avec, cerise sur le gâteau, leur propre consentement. Qu'ils sachent que c'est rêver en 3D ! Non seulement, ils loupent les cibles économiques qu'ils annoncent mais surtout aucune résignation n'est au rendez-vous. Au contraire, la résistance s'organise. La MWB, dans la mesure de ses moyens, entend la soutenir et y participer.

En sachant que la première solidarité avec les travailleurs grecs, espagnols ou portugais consiste à se battre ici et maintenant contre les mêmes recettes pourries.

Le 25 mai n'est pas une échéance syndicale. Le 26 mai, bien. Comme tous les autres jours! Nous restons mobilisés contre l'exclusion des chômeurs au 1/1/2015, contre les projets de relèvement de l'âge de la retraite, contre la diminution de leur montant, contre le blocage des salaires... Contre tous les délires mystiques des camés de l'austérité. Qu'on se le dise!

Nico Cué
Secrétaire Général



Munters, une boîte qui ne manque pas d'air

Munters: voilà un nom qui, il faut être franc, ne dit pas grand-chose à grand monde. Et pourtant: l'entreprise, installée aujourd'hui à Andrimont, sur le zoning des Plenesses, existe depuis 1872. Son nom d'origine: Toussaint-Nyssenne. D'abord active dans le textile, elle se spécialise ensuite dans la conception, la fabrication et la vente de centrales de traitement d'air essentiellement pour le bâtiment. Il s'agit de maintenir, dans un volume donné, l'air à un niveau constant, que ce soit sur le plan de la température, du degré d'humidité ou de la qualité (propreté, etc...). Toussaint-Nyssenne, à l'actionnariat familial, déifie allégrement le temps jusqu'en 2008, année où l'activité traitement de l'air est vendue à une multinationale d'origine suédoise, Munters, présente dans plus de trente pays et employant plus de 4.000 personnes. Notons, pour être complet, qu'une autre division de la société, produisant des batteries industrielles, est restée dans le giron de l'actionnaire initial sous le nom de BTN (Batteries Toussaint-Nyssenne).

Munters-Verviers semble, aujourd'hui, à la croisée des chemins. Deuxième en Belgique dans son

secteur, derrière GEA, elle est exposée, dans le secteur du bâtiment, à une concurrence féroce. Les poids lourds de la construction raflent des marchés globaux dont ils confient des éléments à des sociétés extérieures en faisant de lourdes pressions sur les prix. Plus personne, dans ce segment, ne dispose d'un avantage technologique significatif ; le coût des machines est donc un élément de choix déterminant pour les constructeurs et il est aisé à comprendre qu'à ce jeu-là les produits fabriqués dans les pays de l'ancienne Europe de l'Est sont souvent gagnants. Munters tient le coup grâce à sa capacité de produire des machines customisées adaptées individuellement à chaque client mais tout le monde sent bien, tant du côté de la direction que des travailleurs, qu'une page va devoir progressivement se tourner.

Et la nouvelle page qui donne espoir, c'est la production d'équipements destinés à maintenir la qualité de l'air dans les data centers, autrement dit les centres de conservation des données informatiques, d'immense hangars bourrés de disques durs et de serveurs, où la moindre variation de l'état de l'air peut provoquer des catastrophes

gigantesques en termes de perte de données. Le secteur est en plein développement, les besoins en Europe sont immenses... Et Munters a développé, aux Etats-Unis, une technologie qu'elle veut répandre en Europe, depuis son usine verviétoise. Force de cette technologie Munters : un coût énergétique très bas, pratiquement 50% inférieur à ce que réalise la concurrence. Or les data centers sont des dévoreurs incroyables d'énergie: on estime que 2 à 3% de l'énergie consommée dans le monde est utilisée par ces centres de données... Munters a le produit, baptisé Oasis (d'immenses boîtes récupérant et recrachant un air traité) et la volonté d'aller de l'avant, qui s'est matérialisée récemment par la création d'un laboratoire de tests unique au monde. Reste à collectionner les références en accumulant les commandes, ce qui passe par l'obtention d'un chantier de référence. Et c'est en cours: Munters a décroché un important contrat de fourniture dans un data center londonien appartenant à un des leaders du secteur. La réussite de ce contrat aboutira, selon toute vraisemblance, à installer durablement la société des Plenesses dans ce secteur.

La délégation MWB-FGTB



Très vigilante sur l'avenir de l'entreprise, la délégation FGTB Métal de Munters a compris qu'elle avait affaire à une multinationale comme les autres, soucieuse, d'abord, de faire des bénéfices qui rapporteront des dividendes significatifs aux actionnaires. Et cela d'autant plus qu'en 2010, Munters est passé, après une OPA, sous la coupe d'un fonds financier, Nordic Capital. Cela n'empêche pas l'obtention d'intéressants acquis sociaux dans une usine qui travaille en régime de 36 heures en une ou deux pauses, selon le secteur.

Ainsi, après un conflit social de trois semaines, se marquant par le refus de laisser partir les produits finis, la prime de fin d'année est passée de 3 à 8,33%. Une grille salariale révisable annuellement a été mise en place, ouvrant ainsi la porte à de nombreuses augmentations de salaire. La délégation a refusé les éco-chèques, mais a obtenu que le chèque-repas soit porté de 6 à 7€. Une prime de Saint-Nicolas de 25€ a été négociée. Le fonds social a été transformé en ASBL, ce qui a permis aux travailleurs de mieux contrôler la gestion. Notons aussi qu'un plan de formation de certains travailleurs aux métiers de l'électricité a été obtenu. Enfin, en termes de bien-être au travail, la direction a fourni des lunettes de sécurité adaptées à la vue de chaque travailleur.

Mémorandum secteur HORECA

FGTB HORVAL propose une autre vision du secteur Horeca dans son mémorandum

A la veille du premier mai, la FGTB HORVAL a adressé son mémorandum au monde politique (à l'exception de la N-VA et du Vlaams Belang) exposant les principaux enjeux du secteur Horeca.

Pour améliorer la situation du secteur, il faut:

- Arrêter de croire à la «solution miracle» des réductions de cotisations sociales;
- Renforcer la lutte contre la fraude pour supprimer la concurrence déloyale;
- Promouvoir l'emploi à temps plein;
- Ne plus répondre aux demandes de flexibilité supplémentaires.

La FGTB Horval déplore que le gouvernement réponde à des demandes d'une partie des employeurs qui en reviennent toujours aux recettes éculées de réduction de charge et d'augmentation de la flexibilité. Ces mesures ont déjà prouvé leur totale inefficacité: que sont devenues les belles promesses de création d'emploi liées à l'abaissement de la TVA?

Ces mesures ne font que privilégier une partie des employeurs, mais aggravent la précarité économique et sociale de l'ensemble du secteur.

La FGTB Horval ambitionne une réelle vision à long terme. Toute mesure doit viser à rétablir un modèle économique viable et à développer un emploi de qualité.

1. Les cotisations sociales ne sont pas responsables!

Les cotisations sociales représentent un des piliers de notre modèle de société. Les employeurs les considèrent trop comme une charge, et militent donc pour qu'une décision politique réduise ces charges. A notre avis, on a trop

vite recours à des réductions des charges, car nous estimons qu'il existe assez de mesures pour limiter les charges salariales. Le fait de toujours vouloir répondre à ces demandes a abouti à la création de divers «faux statuts et contrats précaires» dans l'horeca, dont les travailleurs sont victimes. Dès lors, nous appelons à l'abandon des pistes prévoyant des abaissements supplémentaires des charges salariales.

Nous estimons qu'il existe surtout un manque de professionnalisme auprès des entrepreneurs au sein du secteur, ce qui est également confirmé par les représentants patronaux et pour cette raison une série d'initiatives de soutien ont déjà été prises au sein du secteur. Ainsi, les partenaires sociaux ont e. a. créé un centre de connaissances qui, d'une part, développe des outils pour soutenir la professionnalisation de l'entreprise et, d'autre part, mise sur l'emploi durable dans le secteur. Il nous semble nécessaire que le prochain gouvernement vérifie, lors de sa discussion sur les initiatives possibles pour l'Horeca, si les mesures contribuent à la poursuite de la professionnalisation du secteur.

2. La lutte contre la fraude et des salaires compétitifs doivent rehausser le niveau du secteur.

Le gouvernement actuel a déjà pris plusieurs initiatives dans la lutte contre le travail au noir et la fraude dans l'horeca. Il faut que cette lutte soit poursuivie. Pour l'Horeca, il a été annoncé, il y a 4 ans, que l'on

souhaite instaurer un système de contrôle plus sévère, et ceci au travers de la caisse enregistreuse avec «blackbox», qui permet un contrôle absolu. Jusqu'à présent, elle n'est toujours pas opérationnelle. En 2010, le gouvernement a cependant décidé d'introduire des mesures d'accompagnement (e. a. l'abaissement de la TVA à 12%, des avantages ONSS à concurrence de 500 et 800 euros), mais celles-ci ont été réalisées sans engagements, ce qui a mené principalement à davantage de profits. Aujourd'hui, les employeurs, soutenus par Fed Horeca Vlaanderen, veulent supprimer la caisse enregistreuse avec «Blackbox», en raison de la non-faisabilité. Pour nous, il est inacceptable qu'on veuille supprimer un projet pareil. Le secteur a toujours été confronté à son image négative. La société se rend compte aujourd'hui que celui qui commet une fraude, nuit également aux autres.

Les partenaires sociaux ont déjà consenti des efforts afin de remédier à cette image négative, en rendant les salaires compétitifs. Ainsi, un mouvement de rattrapage a été instauré afin de combler le retard par rapport à des secteurs comparables. Ce mouvement s'étale sur la période 2007 - 2014 afin que ce soit financièrement supportable pour le secteur.

De plus, le gouvernement doit veiller à ce qu'un secteur puisse survivre. Dès lors, nous plaidons pour que le gouvernement continue à s'atteler à la lutte contre la fraude, en plus de l'instauration de la caisse enregistreuse avec blackbox, pour que toute entreprise de l'horeca puisse faire face à une juste concurrence. A terme, ceci causera également un changement dans le comportement de consommation, ce qui rendra l'entrepreneuriat dans l'horeca plus

attractif.

3. Misez sur l'emploi à temps plein!

Nous sommes d'avis que les mesures qui ont été et seront prises doivent être orientées au maximum pour la promotion de l'emploi à temps plein. Le secteur horeca est l'exemple d'un secteur où les contrats précaires sont utilisés au maximum. Ceci a un effet contreproductif pour le secteur: dès que les travailleurs ont une opportunité de travail plus stable en vue, ils quittent le secteur... Ceux qui restent dans le secteur, risquent d'être confrontés un jour ou l'autre aux désavantages des contrats à temps partiel, du travail occasionnel, des contrats saisonniers de courte durée, lorsqu'ils ont recours à une des branches de la sécurité sociale. L'exemple le plus criant est celui des contrats de 2 heures par jour. Ces travailleurs restent sur la touche!!!

4. Besoin de plus de flexibilité... une histoire complexe!

«Il n'y a pas assez de flexibilité dans le secteur...»: de nouveau un appel maintes fois entendu de la part des employeurs. Le secteur horeca connaît la plus grande flexibilité en Belgique!!! L'annualisation du temps de travail, des temps de travail jusqu'à 50 heures par semaines, des contrats de 2 heures par jour, un crédit d'heures supplémentaires jusqu'au maximum de 143 heures, report du repos compensatoire du dimanche dans les stations balnéaires, thermales et les centres touristiques... Toutes les formes de flexibilité qui sont possibles au niveau de la législation ont été convenues entre les partenaires sociaux dans une convention sectorielle, et peuvent également être utilisées AU MAXI-

MUM dans le secteur horeca. La demande de certains entrepreneurs pour plus de flexibilité n'est pas correcte et n'est absolument pas soutenue par une majorité du secteur. Les partenaires sociaux sont conscients qu'ils doivent continuer à miser sur l'emploi durable. S'il y a des besoins, la concertation sociale s'y attèlera. De plus, il vaut mieux que le gouvernement leur laisse ces discussions, au lieu d'intervenir lui-même dans le climat du travail.

5. Problématique du catering en cas de fermeture d'écoles

Un point d'attention particulier que nous aimerais évoquer est que nous constatons que le chômage économique est refusé pour les travailleurs dans les écoles qui n'ont plus d'occupation pendant les périodes de vacances scolaires (application stricte de l'article 55, 1^o A.R. du 25.11.1991). En supprimant cette possibilité pour les employeurs, les travailleurs courrent le risque d'être licenciés pour la période des vacances ou d'être embauchés moyennant des contrats à durée déterminée; alors qu'actuellement, ils ont la plupart du temps un contrat à durée indéterminée. Dans les deux cas, ils feront appel au chômage. En fait, cette mesure fait en sorte que l'emploi durable soit converti en emploi précaire et entraîne un coût plus important pour les autorités. Le chômage économique devient le chômage complet. Ce phénomène ne contribue absolument pas à une image plus positive du secteur, sur laquelle les partenaires sociaux misent depuis des années. Nous plaidons pour que ces travailleurs (concernés par la fermeture d'une école ou des centres de formation) puissent faire appel au chômage partiel.

**Alain Detemmerman,
Co-Président**

Le Coca-Cola ne devient-il pas trop light...



Le lundi matin 5 mai, quelques 200 militants se sont rassemblés au siège principal de Coca-Cola à Anderlecht pour protester contre les restrictions budgétaires chez Coca-Cola. Des actions ont été menées également dans d'autres sièges européens du géant de boissons rafraîchissantes. Partout en Europe, des emplois sont supprimés et une flexibilité accrue est sans cesse exigée de la part des travail-

leurs. Les actions syndicales contre Coca-Cola ont été organisées à l'initiative de la fédération syndicale européenne EFFAT. EFFAT est la Fédération Européenne de Syndicats de l'Alimentation, l'Agriculture, du Tourisme et des Secteurs connexes, qui représente 2,6 millions d'affiliés de 120 syndicats nationaux issus de 35 pays européens.

En mars, EFFAT a organisé une

assemblée à Madrid avec tous les syndicats de l'Europe. Le but était d'inventorier les différents problèmes par pays. Tant en Belgique, en Allemagne, en France, en Grèce, en Italie, en Norvège, en Autriche, en Pologne, au Portugal, en Espagne qu'au Royaume Uni, les problèmes étaient relativement similaires. On ferme les entreprises, les emplois fixes sont supprimés progressivement et remplacés par des contrats intérimaires et temporaires. L'outsourcing et les restrictions budgétaires sont prioritaires pour la direction. En Espagne, malgré les bénéfices, quatre sièges ont été fermés. Plus de 1.000 travailleurs se sont retrouvés à la rue, et les procédures de concertation ont été foulées aux pieds.

De grands moyens ont été mis en place par Coca-Cola pour veiller à sa marque et à sa réputation, mais en même temps, elle démantèle les droits de ses actifs principaux «SES TRAVAILLEURS» qui mettent tout en œuvre afin que Coca-Cola soit un produit fantastique au niveau mondial. La suppression d'emplois et la flexibilité sans limite ne peuvent pas être la seule stratégie de Coca-Cola pour optimiser ses bénéfices.

En effet, cela ébranle l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et les droits existants des travailleurs de Coca-Cola.

L'union de nos forces au niveau européen sera primordiale si nous

souhaitons obtenir une occupation durable et qualitative dans un environnement de travail positif.

**Bjorn Desmet
Coordonateur CCE Belgique**



> POINT DE VUE

25 mai: votez pour votre avenir, votez à gauche!

Le 25 mai, vous vous rendez aux urnes. C'est essentiel que chaque électeur exerce son droit au vote et soit ainsi acteur de son avenir. En notre qualité de président et vice-présidente du SETCa, nous vous demandons qu'au moment de choisir, vous prêtez attention à votre modèle de bien-être social. Maintenir ce modèle et l'améliorer, voilà l'enjeu de ce scrutin. C'est la valeur de votre voix!

La droite à l'attaque

Et cette voix, nous, travailleurs et allocataires sociaux en avons besoin. Car certains partis ont clairement pris d'assaut notre modèle social. Ainsi, d'aucuns veulent, de manière voilée ou non, supprimer l'index. Pour rappel, c'est l'indexation automatique qui garantit qu'avec votre salaire, vous puissiez acheter les mêmes produits, l'année d'après malgré l'augmentation de prix de ceux-ci. Plaider pour la suppression de l'index s'apparente en fait à plaider pour l'appauvrissement des travailleurs et allocataires sociaux.

Ce ne sont pas les travailleurs ou les allocataires sociaux qui doivent faire des sacrifices. Une étude récente (voir ci-joint) a fait apparaître que les dix pour cent des Belges les plus riches sont 254 fois plus riches que les 10 pour cent des plus pauvres. En bref, la fortune est immense au sommet des plus riches de notre société. Et ces derniers ne contribuent pas assez, ce qui n'est pas juste. Ceci, parce que la Belgique est un paradis fiscal en termes d'impôt sur la fortune et sur les revenus qui en découlent. Et pourtant, certains partis de droite s'opposent à un tel impôt sur la fortune. Au contraire, ils plaident pour une augmentation de la TVA. Ce qui engendrerait une augmentation de tous les prix, qui conjuguée à une suppression de l'index serait dramatique pour les moins bien nantis...

Notre modèle social repose sur la solidarité. En d'autres termes, celui qui joue de malchance peut compter sur du soutien. La perte d'un emploi est l'un de ces risques. Chacun espère ne pas en arriver là, mais peut, un jour, y être confronté. Actuellement, les demandeurs d'emploi sont « suivis » et « accompagnés » dans leur recherche d'un emploi. Comme si ces travailleurs étaient des fraudeurs, des gens qui ne chercheraient pas d'emploi à suffisance seuls.

Le plus souvent, cet emploi n'existe tout bonnement pas. Pour chaque emploi, il y a en moyenne 7 demandeurs d'emplois. Ce chiffre s'élève dans certaines régions à 1 emploi pour 25 ou 30 demandeurs d'emplois. La suppression de l'allocation de chômage après deux ans, comme le suggèrent certains partis, est dès lors une proposition extrêmement injuste. Être au chômage n'est pas une partie de plaisir, encore moins un choix. Cela sera-t-il, à l'avenir, synonyme de pauvreté et d'exclusion? Pour la droite, oui!

Comme syndicats, nous sommes actifs chaque jour dans la conciliation sociale. Nous le faisons dans votre intérêt, pour tous les travailleurs. Les accords que signent syndicats et employeurs sont des filets de sécurité qui protègent les travailleurs lorsque les temps sont durs. Lorsque tout va bien, les CCT permettent une juste progression pour tous, également pour les travailleurs moins bien lotis. Mais ici aussi, la droite est passée à l'offensive. Elle préférerait que ces conventions ne soient plus conclues au niveau interprofessionnel. Et les entreprises devraient pouvoir se soustraire aux CCT sectorielles. Concrètement: votre entreprise devrait pouvoir enfreindre le salaire minimum du secteur. Résultat: chacun serait seul face à son employeur lorsqu'il s'agit des conditions de travail et de rémunération. Les syndicats, qui défendent les intérêts des travailleurs comme groupe, seraient ainsi totalement hors-jeu, ce qui défavoriserait surtout les travailleurs les plus faibles.

Votez pour votre bien-être social

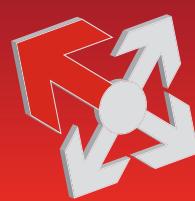
Si vous voulez conserver – et améliorer – votre bien-être social, vous avez le choix le 25 mai.

Vous pouvez voter à gauche, pour endiguer une politique de démantèlement de droite. Pour le progrès social et une économie durable. Et nous comptons sur les partis de gauche qui, demain, feraient partie d'un gouvernement, pour empêcher la régression sociale, favoriser la création d'emplois de qualité, cesser les politiques d'austérité et défendre pleinement le bien-être social accru pour tous!



Myriam Delmée,
Vice-Présidente du SETCa

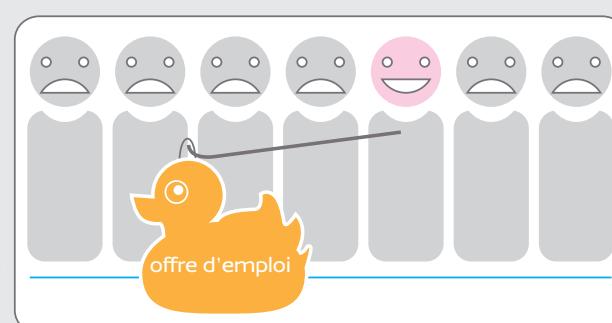
Erwin De Deyn,
Président du SETCa



Élections 25 mai 2014

Vous avez le choix !

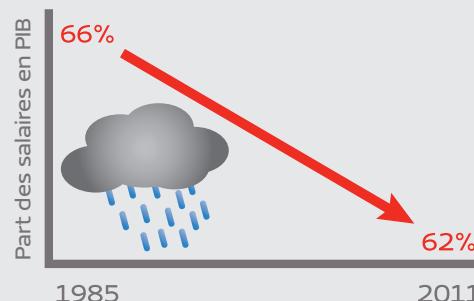
Il y a 1 emploi... pour 7 demandeurs d'emploi



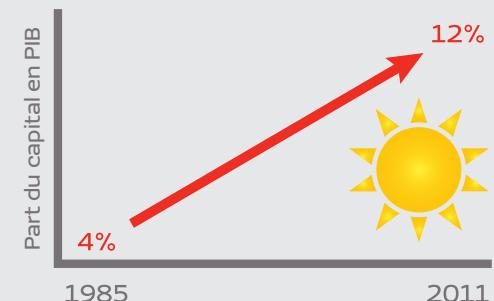
- ➔ Ne chassez pas le chômeur, chassez le chômage
- ➔ 98,9% des demandeurs d'emploi cherchent activement du travail. Les profiteurs existent surtout dans l'esprit des partis de droite
- ➔ La qualité des conditions de travail est sous pression

Votre salaire est sous pression, les bénéfices du capital ne cessent d'augmenter

salaires des travailleurs



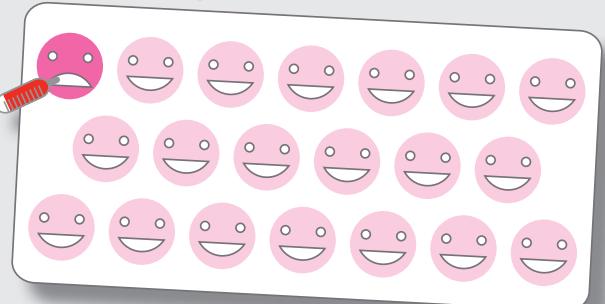
bénéfices du capital



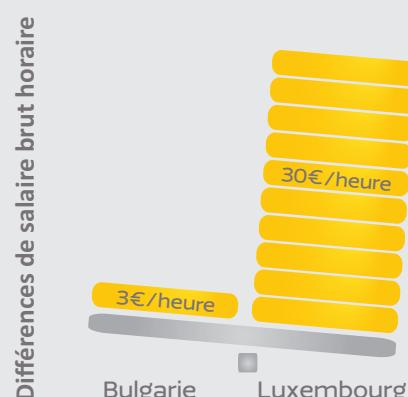
- ➔ L'index doit également protéger votre revenu demain
- ➔ Des revenus supplémentaires pour les travailleurs stimulent la croissance économique
- ➔ Les travailleurs ont droit à une plus grande part du gâteau économique

1 personne sur 20 reporte une visite chez le médecin par manque d'argent

- ➔ Notre sécurité sociale peut et doit garder son caractère fédéral
- ➔ Il ne faut pas démanteler le système, mais bien dans le renforcer
- ➔ La sécurité sociale permet la solidarité entre jeunes et moins jeunes, riches et pauvres, personnes en bonne santé et personnes malades
- ➔ Sans sécurité sociale, les soins de santé seront impayables



Stop à la concurrence européenne des bas salaires !



- ➔ Une utilisation abusive de la législation Européenne permet le dumping social
- ➔ Cela menace nos conditions de travail et de rémunération
- ➔ L'Europe doit avoir un visage social
- ➔ Il est temps de mettre en place un salaire minimum européen !

Ensemble, on est plus forts



Une fiscalité transparente et plus juste

D'après des chiffres publiés récemment par Sarah Kuypers et Ive Marx, deux chercheurs de l'Université d'Anvers, 5% des personnes les plus fortunées en Belgique détiendraient à elles seules autant que 75% du reste de la population. Autre proportion qui reflète bien la situation dans laquelle nous nous trouvons: les 10% les plus riches posséderaient 254 fois plus que les 10% des plus pauvres.

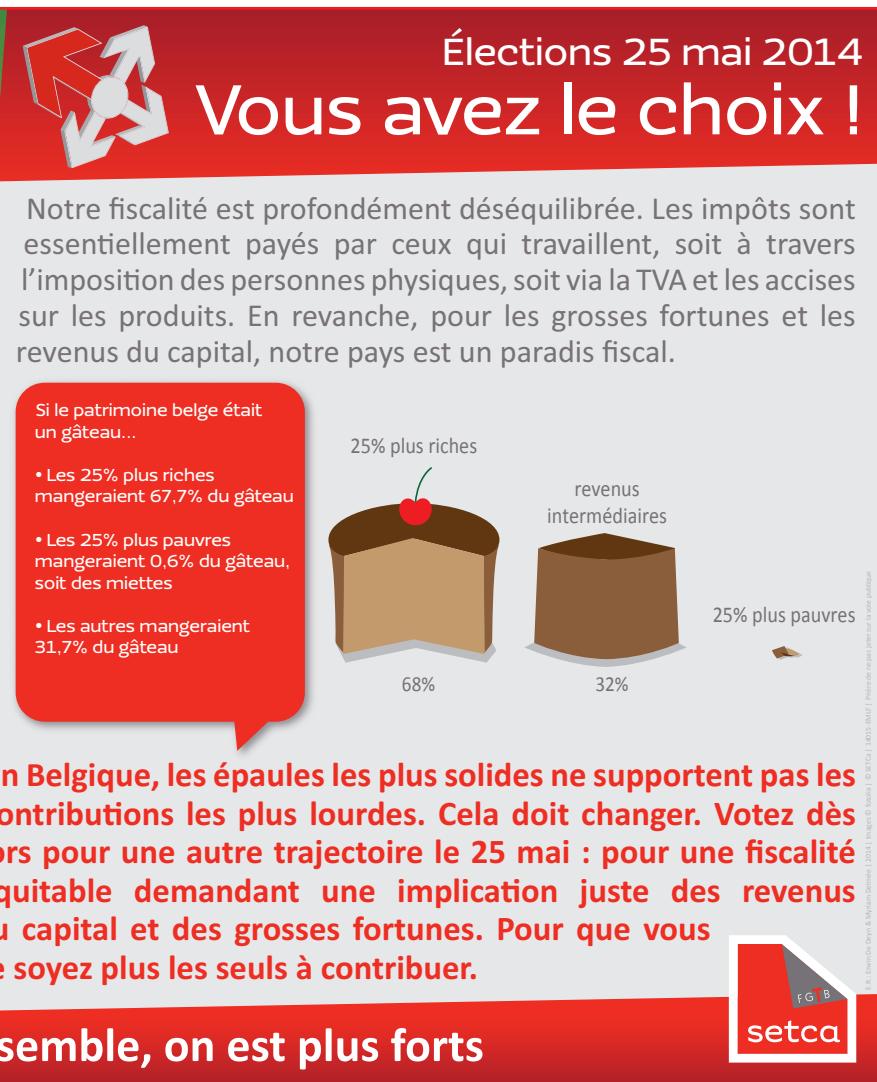
On le constate, il existe dans notre pays un déséquilibre important en matière de patrimoine. Le problème est que celui-ci se concentre au sein d'un nombre relativement faible de ménages. Et la fiscalité qui est la nôtre ne corrige pas suffisamment les inégalités au niveau de la répartition des richesses. Au contraire, elle les accentue même...

Rétablissement un équilibre

Actuellement, il existe un déséquilibre important entre la taxation liée aux revenus du travail et celle liée aux revenus mobiliers et immobiliers. En effet, les travailleurs contribuent à peu près au 2/3 des recettes fiscales de l'Etat à travers l'impôt sur les revenus du travail (l'impôt des personnes physiques - qui équivaut à 33% des recettes fiscales) et les impôts liés à la consommation (TVA, accises sur les produits, etc. - qui constituent 31% des recettes fiscales). Les revenus mobiliers et immobiliers ainsi que les sociétés y contribuent, par contre, dans une mesure nettement moins élevée. La part de l'impôt sur les revenus



Impôts : grosses fortunes et capital doivent-ils y échapper... ou contribuer ?



des sociétés dans les recettes de l'Etat belge équivaut à seulement 8,5% tandis que les impôts sur les autres revenus et le patrimoine ne constituent que 11%.

Au regard de ces chiffres et de cette répartition, le déséquilibre est flagrant! Nous l'avons répété à maintes reprises: ce sont les épaules les plus larges qui doivent supporter les charges les plus lourdes et non l'inverse. Il est temps de mettre en œuvre une fiscalité plus juste, avec une contribution plus importante du capital et des grosses fortunes. Ceci doit passer par un rééquilibrage de la fiscalité

sur le travail avec celle sur les autres sources de revenus.

De la transparence!

Chaque année en juin, c'est le même rituel: vous devez remplir votre déclaration d'impôt. Ces revenus du travail, l'Etat en possède une vision très précise puisqu'en fait, ils sont doublement déclarés (par vous-même mais aussi par l'employeur). Avec cette double déclaration, il y a peu de risques d'oublier des éléments dans votre calcul de contribution et de vous imposer trop peu... Il n'en est pas contre pas de même pour les autres revenus mobiliers et immobiliers.

Et il ne faut pas oublier également le manque d'un cadastre des fortunes.

Pour le SETCa, tous les revenus quels qu'ils soient doivent être déclarés et être soumis à une taxation, dans la plus grande transparence possible. Mettre fin à la fraude et à l'évasion fiscale

La fraude et l'évasion fiscale sont des phénomènes bien connus dont on sait qu'ils s'accentuent d'année en année mais dont il est difficile d'évaluer l'ampleur. Ils ont pourtant un impact considérable sur les recettes de l'Etat. A ce niveau, l'Europe a un véritable rôle à jouer

à l'avenir. En collaborant efficacement et en instaurant un certain nombre de normes, il est possible de lutter contre la concurrence fiscale qui règne actuellement entre les Etats-membres et par la-même contre les paradis fiscaux.

Votre vote le 25 mai prochain sera déterminant pour l'avenir de notre système fiscal. Pour le SETCa, il faut se tourner vers une fiscalité équitable, où ce ne sont pas les travailleurs qui supportent en majorité les recettes de l'Etat mais où les revenus du capital et les grosses fortunes y contribuent eux aussi dans une plus large mesure!

en bref...

• SETCa Finances: Depuis de nombreuses années, tant le volume que la qualité de l'emploi n'ont cessé de diminuer dans le secteur Finances. Et ce n'est pas terminé. C'est pourquoi le SETCa Finances a interpellé les partis politiques sur ces perspectives alarmantes. Dans un courrier adressé aux présidents de partis fin avril, nous avons rappelé les difficultés rencontrées par les travailleurs des banques, des assurances et autres institutions financières de ce pays ainsi que la nécessité d'intervenir pour préserver l'emploi. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés des mesures que ces partis proposent de mettre en place à l'issue des élections du 25 mai. Rendez-vous sur setca.org/index dans les prochains jours pour

découvrir leurs réponses.

• CP 222: Pour la première fois dans le secteur de la transformation du papier et du carton (CP 222): les travailleurs peuvent désormais recevoir une prime syndicale. Celle-ci peut s'élever jusqu'à 50€ pour 2014. Pour savoir comment bénéficier de cet avantage, prenez contact avec votre délégué ou votre section régionale SETCa.

• Indexations: en ce joli mois de mai, les salaires des commissions paritaires 130, 216, 224, 308, 309 et 310 seront indexés. Pour savoir à combien se montera précisément l'indexation dans votre secteur, une seule adresse www.setca.org/index!

Coca Cola: le 5 mai dernier, sous l'impulsion de l'EFFAT (la fédération des syndicats notamment de l'industrie alimentaire et du tourisme), une action syndicale à dimension européenne était organisée chez Coca Cola. Celle-ci visait à protester contre la politique agressive de réduction des coûts menée actuellement en Europe par la direction du groupe. En Belgique, quelque 200 travailleurs provenant de tous les sites belges de Coca Cola se sont rassemblés devant le siège principal de l'entreprise à Anderlecht.

Mexx: En janvier 2014, 16 travailleurs avaient déjà perdu leur emploi. En avril 2014, l'entreprise a à nouveau licencié 16 membres du personnel. Un préavis de grève et d'actions au niveau national

pour tous les magasins Mexx et shops Inno avait alors été déposé. Depuis, la direction effectue un chantage en matière de concertation sociale, en refusant la mise en œuvre de certaines conventions pourtant prévues par la loi (notamment en matière de travail du dimanche). Des actions ne sont pas à exclure.

Delta Lloyd: Ce 06/05, le SETCa a mené une action devant la banque Delta Lloyd du Sablon à Bruxelles. Depuis la mise en place de la nouvelle stratégie en 2010, différentes agences ont fermé leurs portes. De nombreux bureaux sont aujourd'hui confrontés à un manque de personnel. La direction prévoit à présent de fermer tous les guichets et de recevoir les clients

exclusivement sur rendez-vous. L'action de ce 06/05 visait à dénoncer cette situation et les conséquences désastreuses pour la clientèle.

• Devreese/Home Market: Lors du conseil d'entreprise du 09/05, la direction a annoncé la reprise de Home Market par la chaîne de magasins Orchestra. Différentes phases sont prévues pour assurer le transfert des activités: vente des marchandises, mise en place d'un plan de formation pour le personnel et d'un nouveau concept de magasin. Les négociations se poursuivront durant les prochaines semaines: les organisations syndicales restent vigilantes.



Le 25 mai vous aurez à choisir la politique qui déterminera pendant 5 ans votre vie et votre travail. En tant que travailleur, vous avez tout intérêt à ce que cette politique soit **une politique sociale** pour que ce ne soit pas le droit des plus forts et des plus riches qui prime.

Les programmes de certains partis veulent en effet remettre en jeu la sécurité sociale et s'attaquer au droit du travail. Ils entendent détricoter des droits ou en supprimer et imposer de nouvelles contraintes. Ces choix politiques constituent une **rupture du contrat social**. Ce n'est pas parce que des partis se prétendent sociaux, ou qualifient comme tel leur programme, qu'ils le sont effectivement, bien au contraire.

Les travailleurs ne méritent pas d'être traités de profiteurs. Ils ne sont pas responsables de la crise économique et financière. Nos enfants et petits-enfants n'ont pas non plus mérité de perdre la sécurité que leurs aînés ont patiemment construite au cours des décennies.

NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE

Perdre son emploi. Ne pas en retrouver un tout de suite. Quitter l'école (avec ou sans diplôme). Tomber malade (parfois pour une longue durée). Avoir besoin de médicaments. Avoir un enfant. Etre victime d'un accident (éventuellement du travail) et peut-être ne plus pouvoir travailler. Se retrouver « chef » d'une famille monoparentale et devoir s'en sortir seul, peiner à payer ses factures. Vieillir et avoir besoin de soins particuliers...

Cela peut arriver à tout le monde.

Chacun de nous peut se retrouver un jour dans l'une de ces situations. C'est à cela que sert notre sécurité sociale. Elle assure la solidarité entre et avec tous, sans distinction. Nous y contribuons tous, selon nos moyens. Ceux qui sont mieux lotis y contribuent un peu plus, mais le 1% le plus riche pourrait faire un effort. Personne ne s'en portera plus mal.

Personne ne choisit de devenir dépendant, de vivre dans la pauvreté, de voir son avenir bouché. Une société égalitaire est une société dans laquelle les personnes qui sont en difficultés ne sont pas taxées de **profiteurs**.

QUE CHOISISSEZ-VOUS?

- ✓ une politique sociale qui maintient l'**indexation automatique des salaires et allocations** et ne comporte **pas de saut d'index**
- ✓ une politique sociale qui garantit **les pensions et les possibilités d'une fin de carrière décente**
- ✓ une politique sociale qui ne condamne pas les demandeurs d'emploi à la **pauvreté**, et ne renvoie pas au CPAS
- ✓ une politique sociale qui n'enferme pas la **négociation des salaires dans un carcan**
- ✓ une politique sociale orientée vers **des emplois correctement rémunérés**
- ✓ une politique sociale qui **n'enlève pas aux actifs** pour donner aux riches

Le 25 mai, votez pour vos droits et un avenir pour vous, pour vos enfants et petits-enfants. Votre avenir dépend de votre choix. Votez « social ». Chaque voix compte. La vôtre aussi.

Consultez notre site et notre périodique. Vous y trouverez tous les arguments susceptibles de guider votre choix en faveur d'une politique équitable.

FGTB
Ensemble, on est plus forts

www.fgtb.be



www.csc-en-ligne.be

Depuis 70 ans nous construisons les politiques sociales.



Une assurance qui protège ce qui est important pour vous ? Bien sûr qu'elle existe !

Votre conseiller est à votre écoute et vous rend visite à votre meilleure convenance.

Pour prendre rendez-vous avec votre conseiller, appelez le 02/210 95 80 ou surfez sur www.pv.be.

P&V. La preuve qu'on peut faire de l'assurance autrement.

